LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1546
du 5 au 11 mars 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Par la lutte, parfois, on gagne. Par la seule négociation, on perd presque toujours. »

Patrick Brody

M 02137 - 1546 - F: 2,00 €

Sommaire

Strasbourg sous contrôle? Par M. Cailloux, *page 4*

AZF, le procès, par J.-P. Levaray, *page 5*

Les brèves pré printanières, *page 6*

ISF, paquet fiscal et magouilles, par S. du Chemin, *page 7*

De la motivation à **l'embauche,** par B. Baudoin, *page 6*

La **convention 66,** par S. de Rouen, *page 9*

Avorter librement, gratuitement? Interview par Pathote, *page 10*

Naomi Klein et le désastre capitaliste, par N. Baillargeon, *page 11*

Nouvelles d'Italie, immigration et religion, *page 14*

Le mouvement grec, interview par S. Wexler et Y. Youlountas, *page 15*

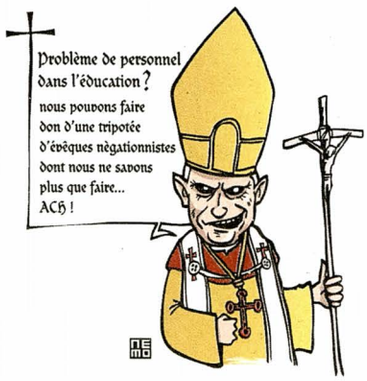
La figure de **James Guillaume,** par M. Paraire, *page 17*

Le printemps des **poêtes,** par G. Pique, *page 18*

Interview de **Levaray et Efix,** par Paco, *page 19*

La vie du **mouvement,** *page 21*

Les programmes de la plus belle des **radios,** *page 22*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

3 000 chômeurs de plus par jour, 550 000 d'ici la fin de l'année selon les chiffres traficotés du Pôle-emploi. 2,8 milliards d'euros perdus pour la Sécurité sociale, du fait des exonérations de charges patronales sur les heures-sup., bénefs astronomiques de Total, de la BNP et autres gras requins. Ne dites pas « leurs seigneuries risquophiles et entrepreneuriales licencient à tour de bras, la bonne aubaine cette 'crise' ». Ânonnez plutôt comme le « spécialiste » en poste à Radio Paris (France Inter quoi) : « On réajuste la masse salariale » réajuste ! *Masse* salariale ! On voit où il place la justice et la répugnante masse, celle des risquophobes mous du cerveau, des gueux que nous sommes. Et DSK, sa turgescente-Suffisance-voyageuse, de déclarer, droit dans ses bottes, que dans tous les pays qu'il honore de sa visite, l'économie de marché n'est pas remise en cause... Toute cette prétendue moralisation du capitalisme est très franco-française... Circulons donc, y'a rien à voir. Au reste, comment faire semblant d'avoir confiance en ces donneurs de leçons, ces maîtres à penser et à dépenser, quand ils prétendent « corriger » le monde du capital. Ceux-là mêmes, Sarkozy le premier, qui, il y a deux ans, nous considéraient comme des rabougris du bulbe si l'on ne se jetait pas à porte-monnaie perdu dans le monde enchanté des subprimes ou de la propriété immobilière. Dans tout ce pathos, le temps est comme suspendu, les gens transis, serrés comme des allumettes dans leur boîte, frileusement au coude à coude, attendent angoissés les retombées d'une crise qu'on leur prédit, longue, douloureuse, à peine commençante. Côté opposition pour rire, après Kouchner, Besson, c'est Jackie, la mauvaise Lang, qui rejoint les troupes du Frénétique pour le représenter à Cuba. Démocratie, République, Foire d'empoigne et titatas. Des qui restent pas les deux pieds dans le même sabot, c'est les aminches de l'autre côté de la grande mare. Quand vous lirez ces lignes, où en sera la juste lutte antillaise ? Hypocritement réduite par nos exécrables médias à une simple demande d'augmentation salariale de 200 euros, chipotée par le Medef, cette vraie grève générale de 45 jours exige beaucoup plus : reconnaissance, droit au syndicalisme, éradication du pouvoir des nantis ; elle remet en avant la toute simple lutte des classes. Un vaste programme qui pourrait être celui des peuples des autres continents, de l'Europe et de notre petit microcosme hexagonal. Ça vous a pas frappés ? Mercredi la radio dévoile : 83 % des gus sont favorables à la grève antillaise. Dès le lendemain, elle nous glisse en passant, l'air de ne pas y toucher, que 51 % du bon peuple de Franchouillie serait favorable à leur indépendance. J'ai comme l'impression qu'on nous souffle une solution, pas vous ?

Tout le monde sur le pont !

Jean-Pierre Germain

Les champions du CAC40, le monde de la Bourse ont dû soupirer d'aise la semaine dernière quand les médias divers affichaient en premier plan la nouvelle : « Pointe-à-Pitre voit venir la fin de la crise ». Un accord avait été trouvé dans la nuit du mercredi au jeudi. Ce qui a fait dire Rosan Mounien « syndicaliste historique », militant du LKP : « Les 200 euros, on les a attrapés ! C'est OK. L'État va garantir. »

Au-delà de l'effet d'annonce, le payement des jours de grève ce sera une autre paire de manches, tout comme les 18 autres autres points de revendication du LKP [1]. N'oublions pas que, comme le dit l'écrivaine guadeloupéenne Gerty Dambury, « la lutte du Collectif contre l'exploitation outrancière (Liyamaj Kont' Pwofitasyon-LKP qui regroupe plus de quarante organisations) ne se réduit pas à une augmentation de salaire. » Les radios, journaux et télés mettent en avant les 200 euros pour faire passer à la trappe « les propositions (et non pas les simples revendications) faites par ces hommes et ces femmes sur des questions aussi diverses que l'environnement, les droits et les libertés syndicales, la culture, la production agricole, la pêche. » (G. D. , précitée) [2].

À l'heure où nous bouclons *le Monde libertaire*, on ne mesure pas encore avec exactitude le degré de mobilisation en Martinique, à Fort-de-France notamment où la tension sociale reste vive. À suivre.

Laissons de côté la disparition annoncée des fresques de Lascaux et la victoire en rugby sur le Pays de Galles et penchons-nous sur le climat social en Métropole.

Le chômage « explose », il y aurait eu en janvier 90 200 demandeurs d'emploi en plus. Et ce serait un chiffre tristement qualifié d'historique. Côté syndicats, la CFDT accuse « l'évolution du marché du travail qui a vu, ces dernières années, l'explosion des contrats précaires et atypiques ». FO, pour sa part, avance que de chiffre « plaide pour une relance de la consommation ». Et la CGT dénonce le décalage « criant entre la gravité de la situation et les réponses apportées par le chef de l'Etat » [3].

Dans ce régime aux senteurs mêlées de Napoléon et Boulanger, le locataire de

l'Élysée semble lasser celles et ceux de son propre camp. On ne parle plus des pouvoirs publics, mais mais d'un régime hyperpresidé !

Des bouches s'ouvrent, sous le masque de l'anonymat, bien sûr. Ainsi on a pu lire dans les pages d'un quotidien du soir, qu'un ministre masqué déclarait « Nicolas Sarkozy doit faire ce qu'il ne sait pas faire : travailler en équipe et valoriser ses ministres. La question est de savoir s'il est capable s'il est capable de se remettre en question après deux ans de pouvoir. » Mais la dernière chose nommée est maudite et ce n'est pas Louise Michel qui nous contredirait !

L'actualité des « licenciements boursiers » continue. Carterpillar (numéro 1 mondial des engins de chantier et génie civil) a accumulé dernièrement près de trois milliards d'euros de bénéfices ; Mais les actionnaires veulent des sous supplémentaires, alors la multinationale programme 22 000 suppressions de postes. En France, dans l'Isère, dans l'usine de Grenoble, c'est 733 licenciements qui sont annoncés sur 2500 salariés. Emplois ou profits, le capital a, une fois de plus, fait son choix.

La semaine dernière, la ministre de l'Éduction supérieur recevait des organisations syndicales, Sgen CFDT, Unsa éducation… le SNES-sup, principal syndicat des enseignants-chercheurs avait boycotté la réunion. Le Premier ministre ayant annoncé la remise à plat du décrêt contesté sur le statut des enseignants-chercheurs… et le gel des suppressions de postes dans les universités en 2010 et 2011.

Chacun lutte dans son coin, gagne des points, temporaires dans le dernier cas, mais l'unité d'action au niveau syndical semble reléguée aux calendes grecques.

Et à mon avis ce n'est pas le 19 mars qui y changera grand-chose.. À moins que le printemps soit précoce ! Pour des luttes toutes et tous ensemble. J.-P. G.

---

1. Après cinq semaines de grève, un premier accord avait été signé sans le Medef. Les affrontements verbaux et presque physiques entre Elie Domota, porte-parole du LKP et Willy Angèle, représentant du Medef n'expliquent pas tout. Il est vrai qu'on ne sort pas de quatre siècles de domination héréditaire comme ça…

2. Sur internet, le site LKP Guadeloupe détaille par le menu en guadeloupéen comme en français toutes les revendications de la plate-forme. Il y a aussi la liste des 46 organisations qui constituent le LKP. Organisations syndicales (CGTG, FO, FSU, CFDT…) comme des associations politiques et culturelles.

3. L'intérim du XXIe siècle, les cabinets de restructuration, semble prospérer. Bref la crise ne crise ne touche pas tout le monde…

Ausweis, bitte !

À Strasbourg, le sommet de l'Otan, organisation militaire, donc terroriste, se profile. Première étape: ficher la population.

Curieux courrier que celui reçu par certains habitants de Strasbourg ces jours-ci… Émanant de la Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, cette lettre les enjoint de se faire proprement enregistrer auprès de ses services, ainsi que les noms, prénoms, date de naissance et numéro de pièce d'identité des personnes résidant au même domicile.

Un badge nominatif serait alors établi… Selon le bon vouloir des autorités de police, sans qu'aucun critère d'attribution ou de refus soit précisé. Rien ne laisse en effet supposer que l'établissement du laissez-passer se fait de droit contre remise de la fiche de renseignements aux condés. Au passage, le cadre juridique global de l'opération est loin d'être clair.

On encourage aussi l'habitant: « N'hésitez pas à nous préciser si vous recevez habituellement des visites. » Les autorités apprécieront votre loyauté et autoriseront, peut-être, vos invités à parvenir jusqu'à vous…

C'est dans le cadre de la sécurisation du sommet de l'Otan prévu début avril qu'agissent les zélés fonctionnaires de la fiche. Car certains quartiers seront entièrement bouclés, et accessibles aux seuls bons citoyens, ceux à qui la Police aura remis un badge nominatif: « Seules les personnes recensées et dûment identifiées seront autorisées à pénétrer et circuler dans les zones définies. » C'est écrit en gras sur le courrier.

Il est même prévu qu'un flic rencontre personnellement, et à son domicile, chacun des demandeurs. Mais à ce sujet, rien n'est sûr, puisqu'un second courrier, daté de deux jours plus tard, ne mentionne pas la visite possible du fâcheux. Restriction budgétaire, sans doute!

Pour assurer la tranquillité et le repos de l'esprit d'un petit paquet de bouchers – qu'il est désagréable d'apercevoir un pacifiste quand on est chef de guerre! – l'État policier se met en place avec les gants de soie de la politesse affable. Le courrier se termine sur ces mots: « Nous comptons sur votre collaboration et vous remercions. » Sois soumis, Strasbourgeois, collabore avec la Polizei!

Moïse Cailloux

Le procès de la catastrophe

ÇA Y EST LE PROCÈS de la catastrophe d'AZF a enfin lieu ! En fait, il s'agit d'un deuxième procès, le premier avait abouti à l'inculpation du directeur d'AZF-Toulouse et avait donné comme cause à l'explosion, une manipulation de produits chimiques. Mais là, maintenant c'est le VRAI procès, médiatisé, qui s'ouvre, dans une salle pouvant contenir plus de 1000 personnes, avec plus de 2900 plaignants, 200 témoins cités, le tout filmé (mais les films ne pourront être vus que dans 20 ans), et pendant quatre mois, avec, résultat des courses, le jugement qui sera rendu en... novembre.

Il faut dire que cette catastrophe n'est pas rien. Elle a provoqué 31 morts, plus de 4500 blessés et 27000 structures immobilières ont été détruites. Le procès devra déterminer les causes et les responsabilités. Surprise, le tribunal a accepté que Thierry Desmarest (PDG de Total à l'époque) et Total soient considérés comme prévenus, comme le demandaient des associations de victimes et la fédération chimie de la CGT (pas la CGT des ex-AZF qui n'est pas dans les mêmes dispositions). Desmarest, pendant les années d'instruction s'en était toujours tiré, mais là, dans la dramatisation du procès, il ne pouvait pas y couper.

Ça ne changera sans doute pas grand chose, mais ça fait plaisir de voir un PDG, de la plus grosse entreprise française devoir rendre des comptes. D'autant que ce groupe traîne un certain nombre de casseroles qu'il faudra bien expliquer un jour (Birmanie, dessous de table, Erika...) et que si les bénéfices se sont montés à 14 milliards cette année, c'est surtout à cause de la montée des cours du pétrole et, donc, sur notre dos. Au moins le fait que Total et T. Desmarest deviennent prévenus montrera que c'est à ce niveau de responsabilités que se décident les choix stratégiques qui définissent les modes d'organisation du travail qui ont entraîné cet accident et non pas sur des « lampistes » (directeur de site quand même).

Pour en revenir à la catastrophe du 21 septembre 2001, Total a toujours voulu se dédouaner et a multiplié les hypothèses accréditant le fait qu'un élément extérieur était à l'origine de l'accident. Ayant les moyens financiers et autres de créer un réseau de journalistes à sa botte (de *Valeurs Actuelles* à *Charlie Hebdo*), Total a su médiatiser des tas de thèses de diversion : arc électrique, explosion à l'extérieur, sanglier en putréfaction (!), météorite... En témoigne la somme de livres « d'enquête » qui paraissent encore actuellement. De même, parce que cet accident s'est déroulé dix jours après l'attentat contre les World Trade Center de New York, la thèse d'un attentat islamiste s'est faite jour parce qu'on aurait retrouvé parmi les morts d'AZF, un type portant 5 slips et 3 pantalons (les nombres de vêtements changent selon les sources). On a appris dernièrement que tout avait été monté par les RG pour déstabiliser Jospin, alors premier ministre et avant les élections de 2002 (source *Backchich info*).

Pourtant, quelques mois avant la catastrophe, le CHSCT d'AZF Toulouse sonnait l'alarme et parlait de risques graves dans l'usine, notamment au niveau des stockages : négligence dans la gestion des rebus de production sans valeur marchande ; la gestion de ces rebus et des expéditions par une entreprise non spécialisée qui n'avait pas d'information sur les dangers du produit ; utilisation de personnel précaire...

Il faut savoir que l'ammonitrate qui a explosé est un engrais pour céréales, mais est aussi une base d'explosif courant, largement utilisé lors de la Seconde Guerre mondiale. Seize accidents majeurs ont été répertoriés dans le monde et sont connus des professionnels (en 1921, par exemple, à Oppau, en Allemagne, la catastrophe fit 567 morts). Même les agriculteurs connaissent le truc pour faire sauter une roche dans leur champ en mélangeant le produit avec du fioul. Si ce produit ressemble à du gravier il est loin d'être inoffensif (et je ne vous parle pas de la pollution).

Le rapport de l'inspecteur du travail qui écartait les hypothèses farfelues, ciblait la mauvaise gestion du site en matière de sécurité : « Peu de dispositions sont prévues pour contrôler ce qui est fait, notamment par les entreprises extérieures. [...] Le risque d'explosion avait à peu près disparu des esprits, tout au moins du secteur Nord (là où s'est produit l'accident). Le départ en retraite de nombreux salariés, le renouvellement des effectifs sans transmission de la mémoire et le creusement des écarts entre le fonctionnement des équipes de Grande Paroisse-AZF et des sous traitants ont sans doute contribué à cet état de fait. [...] La multitude d'intervenants (entreprises sous-traitantes et intérimaires) et l'absence de procédures de contrôle de leurs interventions ont introduit un espace non connu du donneur d'ordre sur le site, d'où il découle qu'il a perdu la maîtrise de la sécurité sur une partie du site. »

C'est bien la déréglementation du travail qui est la cause de l'accident.

Ce procès apportera peut-être des réponses et rendra peut-être justice aux morts et aux blessés. Il reste à utiliser ce procès pour porter l'exigence d'une véritable politique pénale des risques industriels et environnementaux. Le patronat des entreprises dites « Seveso » refuse de tirer les enseignements de cet accident majeur. Ils poursuivent les réductions d'effectifs, la casse des statuts, la précarité, la sous-traitance et le chantage à l'emploi contre les problèmes de sécurité.

La loi dite « Bachelot » de 2003 sur les risques majeurs n'a pas voulu s'attaquer de front aux causes profondes de cette terrifiante catastrophe en apportant les nécessaires transformations dans le renforcement du pouvoir d'agir des travailleurs et dans le droit à l'information des populations. En 2009 les dispositions pourtant insuffisantes de cette loi sont très partiellement appliquées.

Un autre dernier point que constitue cette catastrophe, c'est qu'il a pu révéler au grand public que la chimie, ce n'est jamais neutre. Mélanger des produits peut entraîner des risques... Notre société est basée là-dessus depuis près de 100 ans, alors il faudra réfléchir à toutes ces utilisations (utiles ou pas, dangereuses ou non, impliquant telle forme de travail ou autre) pour le futur, dans une société libertaire, ce qui serait encore mieux.

Jean-Pierre Levaray

Brèves de combat

Soutien Guadeloupe

Le rassemblement devant l'Opéra de Lyon en soutien à la Guadeloupe à l'appel de la CNT a rassemblé environ 200 personnes essentiellement libertaires… FA, CGA, CNT, divers collectifs, et Sud. Drapeaux et mégaphones sortis pendant plus d'une heure. Pas de bleus en vue! Près de 500 manifestants ont défilé dans les rues de Bordeaux derrière la banderole de Solidarité 33, présence de divers libertaires, mais sans drapeaux. 30 000 personnes à Paris, présence libertaire.

Message de soutien de la CGT

« Un seul leitmotiv unitaire résonne dans les rues de Pointe-à-Pitre à Fort-de-France et même de Paris : Ansanm nou ka lité ! Ansanm nou ké gannyé ! (Ensemble luttons ! ensemble nous gagnerons !). […] Toutefois, ces luttes exemplaires, s'avèrent difficiles car l'État et le patronat ne veulent répondre favorablement aux revendications. Mais, nous, Métropolitains, ne pouvons qu'encourager et soutenir toutes ces personnes qui mènent ces actions globales pacifiques pour améliorer leurs conditions de vie et pour se défaire, enfin, véritablement, de leurs chaînes ».

Libérez Julien !

Julien Coupat, inculpé dans l'affaire des sabotages SNCF, a vu sa dernière demande de remise en liberté rejetée par un juge des libertés et de la détention. Irène Terrel, son avocate a fait appel. C'est la quatrième fois que l'avocate essaie d'obtenir la liberté sous contrôle judiciaire. Julien, 35 ans, est le dernier des inculpés à être détenu à la prison de la Santé. Il est passible de 20 ans de prison.

La maman de Christophe

« L'évasion de Christophe Khider et Omar El Hadj, puis l'incarcération de deux complices présumées, Sylvie P. et Nadia K., ce n'est pas du cinéma : pour nous, c'est l'occasion de poser la question des longues peines, des quartiers d'isolement et du système carcéral dans son ensemble. Nous sommes nombreux à vouloir apporter notre soutien a Christophe, Omar et à toutes les personnes mises en cause suite à leur évasion »

Vichy le retour

L'association Emmaüs a dénonce l'arrestation d'un sans-papiers dans les locaux de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de l'Yonne, et proteste contre « la délation » dont il aurait été l'objet de la part de la Caisse. Les services de la CPAM ont appelé la police qui est venue procéder à son interpellation sur place. Pour sa part, un membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme a écopé de trois mois de prison avec sursis, pour avoir dénoncé les conditions d'expulsion d'immigrés. Cherchez l'erreur !

Pas mieux chez nos voisins !

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a renforcé l'arsenal de ses mesures sécuritaires en adoptant un décret-loi qui réglemente notamment les patrouilles de citoyens en ville, un phénomène controversé surtout répandu dans le nord du pays, fief de la droite et en particulier du parti anti-immigrés de la Ligue du nord.

Fahrenheit portugais

La police portugaise a saisi des exemplaires d'un livre reproduisant *L'Origine du monde* du peintre français Gustave Courbet, arguant que cette représentation réaliste du sexe d'une femme était pornographique, a dénoncé mardi l'organisateur d'une foire du livre à Braga. Peint en 1866, *L'Origine du monde* avait choqué la société bourgeoise de l'époque. Le tableau de Gustave Courbet est exposé au Musée d'Orsay, à Paris.

Loi Boutin

Elle vient d'être adoptée. Pour le Dal : « Celle-ci contient des dizaines de mesures qui vont aggraver la crise du logement, et favoriser le désengagement financier de l'État. Elle précarise les locataires modestes, en multipliant les statuts dérogatoires au droit commun, aussi bien en HLM que dans le locatif privé. Elle privatise le logement social et confisque des moyens de financement pour alimenter un budget du logement en baisse. Elle vient au secours des promoteurs, des bailleurs privés et des trusts du BTP, au détriment des locataires et des ménages modestes. Elle vient censurer des mesures favorables aux mal-logés, notamment en amputant les bonus de la Loi Dalo ».

Gays interdits de dons de sang

L'association « Lesbian and gay pride » s'est rassemblée à Montpellier pour réclamer l'égalité devant le don du sang. Le besoin de donneurs se fait de plus en plus pressant, et Bachelot a signé un arrêté qui élargit les critères du don du sang et permettra aux donneurs de donner plus, et plus longtemps et sans limite d'âge pour le premier don. Cette avancée continue d'exclure du don du sang les homosexuels masculins considérés comme « population à risque ». Pourtant les hétérosexuels, aussi, sont de plus en plus contaminés… Cette discrimination fait l'amalgame entre homosexualité et pratiques à risques. En plus, le questionnaire repose uniquement sur la bonne volonté des donneurs qui peuvent choisir de mentir. Enfin, les tests pratiqués sur chaque don ne peuvent pas détecter une infection récente. Une « fenêtre silencieuse » de 12 jours pour le VIH, et jusqu'à quatre mois pour le virus de l'hépatite B… Nous voilà bien avancés !

Fachotteries

Exclu en novembre 2008 du FHaine, Carl Lang créé le Parti de la France qui entend incarner le « renouveau national », s'entourant d'une belle brochette de fachos purs et durs. Martine Lehideux et Martial Bild, conseillers régionaux Île-de-Fance, Bernard Antony, chef de la branche catholique du FN, Fernand Le Rachinel, eurodéputé sortant, ancien financier de Le Pen avec lequel il est en procès. Jean-Claude Martinez, également éjecté du FHaine se présente comme un allié et apporte son soutien. Carl Lang espère encore récupérer Bruno Gollnisch, que du beau linge…

Valse des chiffres

et vertige de l'écœurement

Les dépêches contenant des nouvelles calamiteuses pour les travailleurs pleuvent comme à Gravelotte. Ainsi l'une d'entre elles annonçait le 25 février que le nombre de demandeurs d'emploi a explosé en janvier, progressant de 90200 par rapport à décembre (+ 4,3 %) et de 15,4 % comparé à janvier 2008 pour s'établir à 2,204 millions. Or il faut souligner que ces chiffres se rapportent seulement aux chômeurs de catégorie 1 (personnes à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée). Symétriquement le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi a chuté de 15,4 % par rapport à décembre et de 29,3 % comparé à janvier 2008. Simultanément nous apprenons qu'au quatrième trimestre 2008 le nombre d'heures supplémentaires bénéficiant du dispositif d'exonération de tout prélèvement a encore augmenté puisqu'il est passé de 144 millions à 184,8 millions soit une progression de 28 % alors que l'activité économique au cours de ce trimestre a diminué de 1,2 %.

Retenons que les 40 millions d'heures supplémentaires en plus correspondent à un équivalent d'environ 90000 postes de travail à temps plein sur le trimestre. Pour rendre plus éclairant cet alignement de chiffres il faut savoir que cette mesure découlant de la loi dite du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA), dénommée autrement paquet fiscal coûte annuellement 4 milliards d'euros à la collectivité. Autrement dit l'argent des contribuables sert à subventionner les patrons pour qu'ils créent du chômage. Certes une minorité de salariés pour qui les 35 heures ne sont qu'un lointain souvenir peut mettre un peu plus de beurre dans les épinards, mai au final cette déclinaison particulière de l'antienne sarkozienne « travailler plus pour gagner plus » est une escroquerie supplémentaire réalisée sur le dos des travailleurs de ce pays d'autant plus - pour corser le tout - que les chiffres annoncés occultent le fort volume d'heures supplémentaires qui n'étaient pas déclarées par les patrons avant que l'État ne les incite à bénéficier de cette nouvelle aubaine.

La TEPA comme instrument d'aggravation des inégalités

Le capitalisme est basé sur un invariable: la croissance économique doit être infinie. Aussi tout ralentissement dans la production des biens ou des services donne des sueurs froides à ses adorateurs. Et c'est ainsi que pour éviter une diminution des profits du capital à cause de la récession économique, le gouvernement de N. S. a fait voter la TEPA en août 2007. Le paquet fiscal en question se fixait pour objectif de stimuler la croissance en jouant sur deux leviers: la relance de la demande et la stimulation de l'offre (lire améliorer la compétitivité des entreprises).

Dans le train des mesures qui furent adoptées à cet égard, certaines servirent de paravent pour dissimuler le nouveau pactole attribué aux riches. Il en est ainsi de la défiscalisation du salaire des étudiants; du crédit d'impôt sur le revenu sur les intérêts d'emprunt immobilier; du tour de prestidigitation sur les heures supplémentaires, ou bien du RSA (dont la philosophie est: 0travaille pour des clopinettes pour démontrer que tu ne te complais pas dans les délices de l'assistanat).

En vérité le paquet fiscal est une vibrante déclaration d'amour au patronat mais aussi en direction de ceux qui nagent dans un océan de fric et, plus accessoirement, à la catégorie des personnes barbotant dans ses flaques. Les riches étant « créateurs de richesses » il faudrait les gâter pour les encourager à lâcher des miettes, tel est le prédicat de leurs mandataires, d'où l'abaissement du « bouclier fiscal » de 60 % à 50 %, de l'allégement du droit des successions et enfin « l'aménagement » de l'ISF.

Bouclier fiscal et ISF sont l'armature dorée des riches

Avec le bouclier fiscal 1000 contribuables dont la fortune est supérieure à 15,5 millions d'euros profitent chacun d'une baisse d'impôt de 270000 euros. 18000 foyers fiscaux au revenu annuel supérieur à 41000 euros vont toucher en moyenne 31000 euros de ristourne par foyer. Au total l'ensemble des gâteries servies sur un plateau à tous ces nécessiteux, plus à celles qui constituent le haut du panier des crèves la faim coûte 810 millions d'euros au contribuable (source Observatoire des inégalités).

Conséquence directe du bouclier fiscal sur l'ISF: le rendement de celui-ci est en diminution constante alors que par le biais des niches fiscales les foyers assujettis à cet impôt excellaient - déjà - dans l'art de cracher le moins possible au bassinet.

L'ISF concernait 565966 foyers fiscaux en 2008 soit 7,2 % de plus qu'en 2007 pourtant il n'a rapporté au Trésor public que 3,81 milliards contre 4,03 milliards en 2007 alors que le nombre des foyers redevables a grossi de plusieurs dizaines de milliers. Au final on constate un quasi doublement en 5 ans des foyers marqué par les stigmates douloureux de l'ISF mais en parallèle chaque foyer concerné paye de moins en moins: 6732 euros de moyenne en 2008 contre 7637 en 2007 (source Ministère des finances). Alors elle est TEPA belle la vie?

Aux uns champagne à gogo aux autres la plus infâme piquette si l'on songe aux allégements d'impôt tels que la suppression des deuxième et troisième tiers prévisionnels pour les familles ayant un revenu déclaré inférieur à 11673 euros par an; le relèvement de l'indemnisation du chômage partiel et la prime (500 euros) pour les chômeurs n'ayant travaillé que deux à quatre mois au cours de la dernière année. Une fois touchés les 500 euros, les jeunes précaires qui n'ont pas droit au RMI se retrouvent raides comme un passe-lacet. Pour les 2,1 millions de contribuables qui ne paient pas d'impôt sur le revenu d'ici la fin de l'année cela représente un gain compris entre 20 euros pour un célibataire et 260 pour une famille de cinq personnes (source Les blogs du *Diplo*).

De quoi avoir envie de hurler comme le fit le peuple argentin quand il se souleva en 2001-2002 contre ses dirigeants corrompus ¡Que se vayan todos! (Qu'ils déguerpissent tous)

Sami Chemin

Quand j'entends le mot motivation

...je charge mon gun

JADIS, ON DISAIT « lettre d'accompagnement », ce qui est logique puisqu'elle accompagne le CV. Dans les pays anglo-saxons, on dit toujours cover-letter, normal aussi. De nos jours, en France, on dit « lettre de motivation », et on l'exige même pour un CDD de quelques mois. Êtes-vous conscients, citoyens, que c'est le comble du cynisme et de l'ironie que de demander à un candidat à l'emploi ses motivations? Pourquoi travaille-t-on, si ce n'est pour gagner de quoi manger, se vêtir, se soigner, payer ses factures? Quelle peut-être ta motivation de bosser trois mois et d'avoir un taf pourri pour se retrouver ensuite au chomedu? Balivernes!

Jadis on commençait la lettre par « j'ai l'honneur de... », ce qui est élégant, respectable et respectueux. Cette formule est désormais périmée. L'honneur? Et pourquoi pas la dignité, aussi? Désormais, il faut « accrocher » l'employeur, c'est-à-dire lui parler de son entreprise, le flatter, le charmer, il parait qu'il adore ça.

Ensuite il faut argumenter, afin de « vous vendre » – on utilise cette expression bâtarde, et ça ne choque personne! Si vous pouviez jeter un coup d'œil sur les modèles de lettre de motiv, vous seriez sidérés par la bassesse et l'hypocrisie de leur contenu. Genre « je suis une personne sérieuse et motivée » ou « j'accepte avec le sourire toutes les tâches qui me sont confiées », j'en passe et des meilleures!

Autrement dit, il faut baisser son froc et se traîner comme une larve devant un bâtard d'employeur.

Parlons un peu des formulaires. Dans certaines boîtes, pour un boulot de manutentionnaire d'un mois, on vous fait remplir un formulaire de 10 pages, avec des questions aussi pourries que: « Quel est votre projet? Quels sont vos qualités? Vos défauts? Avez-vous un violon d'Ingres? Lequel? (je ne possède pas d'instrument de musique), que lisez-vous? (Marx, Bakounine, Cioran et Onfray), etc. J'en repasse et des meilleures!

Parlons des tests d'embauche, avec des questions aussi délirantes que: « que ressentez-vous en regardant un tableau? » ou « quelle serait votre vie si vous étiez une gomme? » (sic!) Ces questions hallucinantes sont sensées « fouiller » votre personnalité, pour savoir si vous êtes manipulable.

Mais revenons à nos lettres de motiv. On vous dit qu'elles doivent êtres de préférence manuscrites, et vous ne vous êtes jamais demandé pourquoi? Tout simplement parce que 80 à 95 % des entreprises françaises utilisent la graphologie dans le recrutement des « ressources humaines » (encore une expression bâtarde qui ne choque personne), alors que la totalité des États de l'Union européenne, ainsi que les États-Unis et le Canada ont abandonné depuis belle lurette cette méthode qui n'est pas reconnue par la science, pas plus que l'astrologie.

Eh bien justement, de nombreuses entreprises, et pas des moindres, utilisent l'astrologie, la numérologie et autres méthodes de charlatan pour recruter les « ressources humaines ». Allez surfer sur Internet, et vous verrez que de nombreux astrologues et numérologues offrent leurs services aux entreprises. Nous sommes dans l'irrationnel total. Or justement, le monde du travail est irrationnel, quoi qu'on en dise.

Or selon le code du travail, le recrutement des salariés doit se faire uniquement sur leurs compétences professionnelles, tout autre critère de recrutement est considéré comme de la discrimination, et c'est le cas de la graphologie, de l'astrologie et des méthodes semblables.

Mais en France, il y a tout un monde entre les lois et la réalité du terrain. Il faudrait être naïf pour croire qu'on va vous juger uniquement sur vos compétences. L'entreprise est avant tout un milieu et un lieu de pouvoir, où l'on vous demande d'adhérer à un projet entrepreneurial, mais aussi à un système, à une idéologie.

On vous juge sur votre gueule, sur votre feeling, on dit que vous avez l'air ceci ou pas l'air cela, trop ceci ou trop cela...

Je pourrais vous parler encore d'autres méthodes pourries, notamment dans les formations et « l'accompagnement » dans la recherche d'emploi, comme celle, par exemple, qui consiste à rassembler plusieurs personnes autour d'une même table, et de demander à chacun de « se présenter », autrement dit de raconter sa vie devant les autres, sans souci de sa discrétion et de sa dignité.

J'appelle les travailleurs à refuser les lettres de motivation, les questions indiscrètes dans les formulaires et les entretiens.

J'appelle les formateurs, les conseillers et les travailleurs sociaux à ne pas se compromettre avec un système abject qui ne mérite aucun respect, aucune complaisance, aucun ménagement.

Bernard Baudoin
militant au soviet Gaston Couté
de la Fédération anarchiste

Médico-social

un siècle pour le construire, quelques mois pour le détruire

L'Éducation spécialisée est issue des systèmes pénitentiaires et des congrégations religieuses. La nomenclature de l'enfance inadaptée fut établie sous le gouvernement de Vichy, et subit une forte influence du scoutisme. L'enfance inadaptée est gérée au départ par un puissant secteur associatif (70 % des établissements) réparti dans des fédérations de parents d'enfants inadaptés. Grâce à la détermination des personnels qui ont lutté pour se dégager des influences religieuse, et du bénévolat, des syndicats professionnels ont élaboré la Convention collective nationale du 15 mars 1966. Sur les 700000 salariés de la branche, 240000 bénéficient de cette convention. Tout salarié du personnel de service administratif, éducatif, médical en relève. Les professions sociales se structurent à partir de là autour des diplômes, et des qualifications dans tous les champs d'intervention (handicap, milieu ouvert, prévention spécialisée...). Depuis 2005 les syndicats employeurs du secteur (Sop-Snasea, Fegapei) multiplient les tentatives de démantèlement de cette convention. Elle reste la plus puissante, et sa disparition conduirait immanquablement à la dérégulation de tout le secteur.

0Une forte mobilisation en 2005, avec occupation de la Commission paritaire par des syndicats de salariés et des personnels en colère, a contraint les syndicats employeurs à ajourner ce projet. Forts de la collusion entre un État qui n'aspire qu'à déréguler le code du travail pour servir les intérêts du patronat, les syndicats employeurs passent de nouveau à l'offensive. Les dates prévues pour cette liquidation pure et simple du secteur ont été fixées aux 19 février, 4 mars, et 15 mars entre les syndicats de salariés, les syndicats employeurs et le ministre de Tutelle.

Conséquences de la refonte

Individualisation des salaires: l'adéquation entre qualification et salaire ne sera plus acquise. Le salaire sera dorénavant fixé par le directeur de chaque association. Les classification s'opèreront au travers de six filières, relevant de « critères classants », capitalisant un certain nombre de points... Pour exemple, un éducateur spécialisé se retrouvera dans la même classification qu'un éducateur sportif. Des diplômes de niveau 3 pourront être rémunérés sur la base d'un diplôme de niveau 4 ou 5, ce qui engendrera une déqualification générale.

Atteintes au droit syndical, atteintes au droit de grève, disparition des congés supplémentaires, ramenés à 5 jours au lieu de 18, ces mesures ayant été prises pour compenser les faibles salaires, et la fatigabilité liée à la prise en charge de publics difficiles... Perte de l'ancienneté plafonnée à 15 % (l'ancienneté représente actuellement en fin de carrière 75 % du salaire d'un travailleur social).

Devant cette mort annoncée de la convention collective 66, et par là même d'un pan entier du secteur médico-social, les directeurs généraux ont sauvé leur peau, ils conserveront le système le plus élevé de rémunération! Dans les prochaines années, au nom de la « mutualisation des besoins » – belle dérive sémantique pour évoquer la mise à sac du secteur associatif –, des centaines d'associations sont amenées à disparaître tandis que les dispositifs d'enfermement des mineurs se multiplient, ainsi que le contrôle social et le fichage des populations.

Jeune mouvement antiautoritaire

Dès janvier le secteur régi par la convention 66 a connu une mobilisation sans précédent dans différentes régions, s'appuyant sur des intersyndicales et des collectifs de défense existant depuis 2005.

À Rouen une association d'une quarantaine de salariés syndiqués et non syndiqués s'est réunie en assemblée générale le 26 janvier et a décidé de créer un collectif de défense de la convention collective 66. Tous les salariés étaient présents hors direction! Le 29 janvier, 99 % du personnel était en grève, et participait à la manifestation. Le même jour, le collectif appelle à une réunion, pour organiser la mobilisation dans la durée, refusant d'attendre que les syndicats annoncent ou non la prochaine grève en sortant de l'Élysée! L'adresse mail *preservonslacc66@gmail.com* sert de lien. Le 5 février, plus de 200 salariés toutes catégories confondues participent à une assemblée générale qui entérine la constitution du Collectif haut-normand de défense de la Convention collective 66, ainsi que les futures actions. Dans ce collectif, des dizaines d'établissements sont représentés, des salariés du secteur public, de la protection judiciaire de la jeunesse viennent apporter leur solidarité. Certains syndicats, après moult manœuvres de dénigrement, se trouvent dans l'obligation d'y participer sur des bases antiautoritaires, d'accepter que la parole des syndiqués de base et des non syndiqués ait la même valeur que celle des représentants des unions départementales. Les salariés se réapproprient leur parole en refusant que l'on agisse ou parle à leur place! Le 19 février, plus de 400 salariés manifestent devant le conseil général de Seine-Maritime. Une nouvelle assemblée générale est fixée au 12 mars, des contacts sont pris avec les collectifs des autres régions pour organiser une coordination nationale à Paris. Si la syndicalisation est indispensable pour tenter de contrer les pressions patronales, nous devons exiger des directions syndicales qu'elles représentent l'ensemble des salariés qui sont prêts à se radicaliser au lieu de freiner les initiatives collectives. Les salariés du secteur social et médico-social (SSMS) ont tout à gagner dans la lutte, risquant un retour pur et simple au code du travail!

Ce micro-mouvement de salariés, parti organisé par la base, démontre qu'une organisation libertaire des luttes est possible, que chacun peut développer une parole et une pratique libre et créatrice. Le carcan dans lequel voudraient nous enfermer les dirigeants syndicaux pour nous contenir doit voler en éclats. Il faut inverser la tendance, et exiger qu'ils portent la détermination de la base, qu'ils abandonnent leurs stratégies de domination et rendent enfin des comptes à celles et ceux qui les mandatent!

S.

Militante du groupe de Rouen

Avorter aujourd'hui

un parcours de combattante !

Une jeune camarade de la Fédération anarchiste vient de subir une IVG. Elle a accepté de nous donner son témoignage et de répondre d'une manière très concrète à nos questions. Avorter aujourd'hui à Paris n'est pas une mince affaire, sans compter un lourd investissement, lorsque celui-ci est pratiqué hors des circuits hôpitaux/plannings familiaux, devenus pratiquement inaccessibles. Parcours d'une battante.

Le Monde libertaire: Quand t'es-tu rendu compte que tu étais enceinte et comment as-tu pris ta décision?

– Au bout d'une semaine de retard de règles, j'ai fait un test de grossesse (urinaire) qui s'est avéré être positif, c'était un vendredi. J'ai décidé rapidement de commencer les démarches pour faire un avortement, tout en hésitant profondément quant au bien-fondé de ce que j'allais faire. J'y allais donc, mais hésitante, accompagnée par mon copain, lui, très déterminé.

M. L.: Quelle a été ta première approche avec la médecine?

– La mère de mon copain étant médecin, elle nous renseigne sur les procédures d'un avortement. Il faut tout d'abord voir un médecin (généraliste ou gynécologue) pour lui expliquer notre désir d'avorter. Ce médecin signe et date une lettre le signifiant. Une semaine après la date inscrite par le médecin, j'ai le droit d'avorter en prenant 1 cachet, puis 2 autres deux jours après, en passant les 24 heures qui suivent la prise des seconds cachets à l'hôpital.

M. L.: Ensuite, comment l'hôpital prend-il le relais?

– Les hôpitaux ne pratiquent pas d'avortements, ni même de consultations pour un avortement le week-end, puisque ce n'est pas considéré comme une urgence. Cela m'amène au lundi (trois jours d'attente avant la semaine de réflexion obligatoire). Le lundi matin je me rends à l'hôpital d'Argenteuil pour y faire la première consultation et dater ma grossesse, on me refuse tout ça parce qu'à Argenteuil: « On ne pratique que la seconde consultation, et les salles d'échographies sont réservées aux " femmes enceintes " », pourtant, il me semble que j'étais aussi enceinte…

M. L.: Alors retour au généraliste?

– Absolument, je me suis donc dirigée vers mon médecin traitant pour faire la première consultation, et la mère de mon copain m'a fait une ordonnance pour l'échographie, que j'ai réussi à obtenir dans la journée après avoir téléphoné à de nombreux endroits. Ma grossesse est alors datée de deux semaines. Je crois savoir à l'époque que j'ai jusqu'à sept semaines pour avorter de façon médicamenteuse, je me dis que j'ai le temps et que la semaine de réflexion ne sera pas de trop.

M. L.: Ensuite, retour à l'hôpital?

– Oui, le lundi suivant, ça y est, j'ai le droit d'avorter. Je suis alors enceinte de trois semaines et en me dirigeant vers l'hôpital Trousseau à Paris, j'apprends que les sept semaines ne sont pas sept semaines de grossesse, mais sept semaines d'aménorrhée (depuis les dernières règles). J'en suis donc à cinq semaines d'aménorrhée et il m'en reste deux, dont une pendant laquelle mon copain se trouve à Paris. J'ai trop peur et je ne veux pas avorter sans lui. L'hôpital Trousseau, qui n'a pas de place pour moi cette semaine, me redirige vers le planning familial le plus proche.

L'IVG fragilisée

Jusqu'ici la réglementation française concernant le statut du fœtus était conforme aux recommandations de l'OMS. Un acte de naissance pouvait être enregistré à l'État civil soit à 22 semaines d'aménorrhée, soit si le fœtus pesait au moins 500 grammes. Cette réglementation vient d'être modifiée par une décision de la Cour de cassation. Certains redoutent que cet arrêt soit utilisé par les adversaires de la loi sur l'IVG.

Enfin, l'IVG médicamenteuse est très inégalement répartie. Le secteur public a procédé à 72 % des IVG (60 % en 1990) dans 411 établissements sur les 653 ayant pratiqué ces interventions. L'activité est très concentrée: 39 établissements ont réalisé plus de 1 000 IVG (soit 6 % des établissements pour le quart des interventions annuelles) tandis que 340 en ont effectué moins de 250 dans l'année. Les IVG médicamenteuses enregistrent une progression régulière depuis 1992 jusqu'à atteindre 44 % de l'ensemble en 2005 (16 % en 1995). La hausse s'observe plus dans le secteur public que dans le privé où cette pratique a tendance à se stabiliser. Depuis juillet 2004, les IVG médicamenteuses peuvent aussi être réalisées par un praticien de ville sous convention. Sur 500 conventionnés au 31 décembre 2005, 300 (91 % de gynécologues) ont effectivement prescrit des IVG médicamenteuses en 2005, soit 8 170 actes pour la métropole. Le rythme des prescriptions s'est accéléré : 14 300 en 2006, déjà 13 600 sur les neuf premiers mois de l'année 2007. Cette pratique est très irrégulièrement répartie sur le territoire: les régions Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Aquitaine, PACA et Île-de-France concentrent 89 % des actes, l'Île-de-France à elle seule plus de la moitié.

M. L.: Quel accueil au planning familial?
– Le planning n'a pas de place non plus et s'avère avoir un « personnel » particulièrement agressif. Mon copain et moi-même rentrons dans un bureau où enfin on va pouvoir discuter avec quelqu'un, mais mon copain doit partir quelques minutes à cause d'un coup de téléphone. Je me retrouve alors en tête-à-tête avec une femme qui ne comprend pas ma détresse et n'en tient pas compte en s'adressant à moi, lorsque par exemple elle m'explique que soit j'avorte seule (la semaine suivante), soit « ça se fera avec un aspirateur ». J'ai vraiment eu l'impression qu'elle a profité du moment où j'étais seule pour m'exprimer tout son mépris. Voyant que nous n'obtiendrions pas de rendez-vous dans ce planning, nous sommes partis.

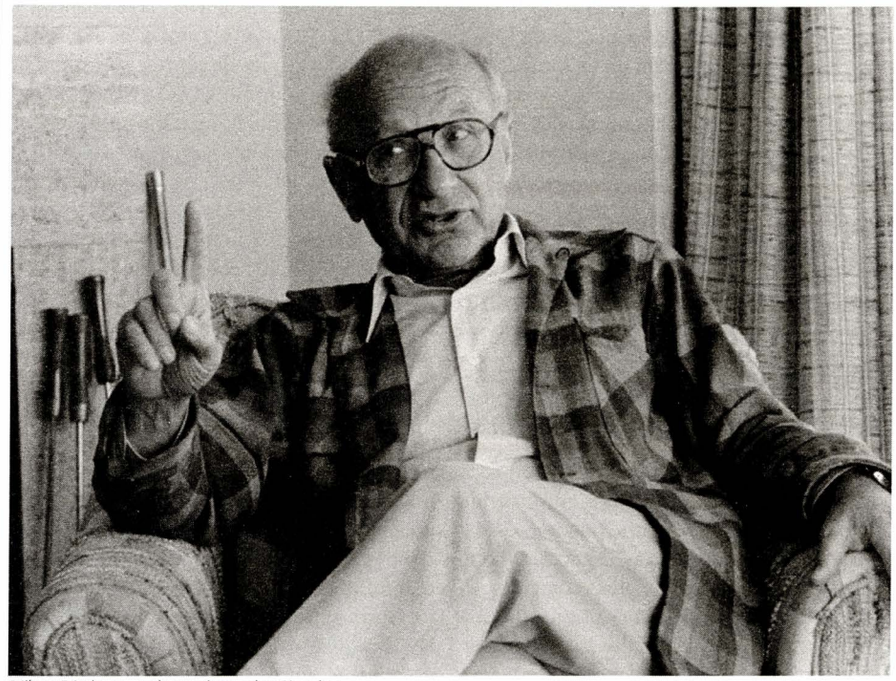
M. L.: Difficile alors de garder son sang-froid dans ces conditions?
– Oui, mais pressés par l'urgence, on a téléphoné à encore plusieurs autres hôpitaux comme l'intercommunal de Créteil, ou encore celui d'Issy-les-Moulineaux, sans succès. Paniquée, je retourne voir mon médecin traitant pour lui expliquer la situation et lui faire comprendre la détresse qui est la mienne. Il m'envoie alors vers un gynécologue privé, qui peut me prendre dès le lendemain matin. Ce médecin m'explique la nouvelle marche à suivre, à savoir revenir jeudi pour prendre sur place le premier cachet, et pour qu'il me donne les deux autres à prendre chez moi, le samedi à la même heure. D'un coup tout se passe d'une façon tellement plus simple et les gens sont tellement plus accueillants, oui, quand on paye! Quinze jours plus tard, troisième rendez-vous chez ce gynéco pour voir si l'avortement a bien eu lieu. Effectivement ça a marché, mais il reste encore quelque chose dans mon ventre. Il me donne à nouveau des cachets à prendre pendant mes prochaines règles, et ensuite quatrième consultation pour vérifier que ce qui restait en moi est bien parti.

M. L.: On s'écarte donc beaucoup de l'idée de l'avortement libre et gratuit... Et combien cela t'a-t-il coûté de ta poche?
– Pour être précise, première consultation médecin traitant: 30 euros. Échographie: 51 euros. Deuxième consultation médecin traitant: 30 euros. Première consultation gynéco: 135 euros. Analyses de sang: 90 euros. Deuxième consultation gynéco + prise des médicaments: 192 euros. Prescription du médecin par avance pour la douleur des contractions: 23 euros. Troisième consultation gynéco: 135 euros. Quatrième consultation gynéco: 135 euros. Soit un total de 821 euros. Total des remboursements de la Sécu: 270 euros. De notre poche à mon copain et moi: 550 euros...

No comments!

Propos recueillis par Patrick Schindler

Économistes fous


Milton Friedman, un humaniste, selon Pinochet.

Normand Baillargeon

Naomi Klein est une journaliste canadienne de grande renommée, mais aussi une documentariste (*The Take*, 2004) et une militante. Elle s'est fait connaître à l'échelle planétaire avec la publication du best-seller altermondialiste *No Logo*, en 2000. Sept ans plus tard paraît son troisième livre: *The Shock Doctrine*. Traduit en plusieurs langues, il a lui aussi connu un grand (et amplement mérité) succès.

La CIA y a gagné de nouvelles pratiques en matière de torture.

Klein, c'est entendu, n'est pas une libertaire; elle a aussi, pour le keynésianisme, des sympathies que les anarchistes trouveront naïves; de plus, et j'y reviendrai en conclusion, on peut formuler à l'endroit de ses analyses quelques critiques dont certaines ne sont pas négligeables.

Cependant, il n'en demeure pas moins que son ouvrage est un document de toute première importance, notamment parce qu'il retrace de manière claire et très pédagogique, à l'intention du grand public, l'histoire politique et économique du dernier demi-siècle, qui a été celui de la mise en place, par diverses formes de « stratégies de choc », de ce qu'elle appelle le « capitalisme du désastre ».

Cette métaphore de la « stratégie » (ou de la « thérapie ») de choc, qui traverse l'ouvrage tout entier, Klein la tire d'un rapprochement qu'elle établit, dès la première partie de son livre, entre les travaux menés durant les années cinquante par deux hommes: le docteur Ewen Cameron (1901-1967), qui œuvre alors à l'Université McGill, de Montréal, et l'économiste Milton Friedman (1912-2006), qui enseigne à l'Université de Chicago.

Les « recherches » du premier portaient sur le thème alors très populaire au sein de la CIA du « contrôle mental » et étaient liées au tristement célèbre programme MK-Ultra.

Sur des patients souffrant de troubles psychologiques relativement mineurs, Cameron s'est livré à toutes sortes de répugnantes pratiques – comme la privation sensorielle, le recours à des drogues puissantes, les comas provoqués et, bien entendu, les électrochocs – afin de « déstructurer » leur personnalité,

espérant ensuite les « reconstruire ». Il n'en est résulté pour ces pauvres personnes que de grandes souffrances. La CIA, elle, y a gagné de nouvelles pratiques en matière « d'interrogation coercitive », autrement dit de torture, des techniques qui ont depuis lors été perfectionnées et mises en usage partout où elles ont pu l'être – elles ont été employées à Guantanamo.

Tout ce qui laisse l'opinion publique sous le choc et décontenancée est envisagé comme autant d'occasions propices à l'imposition de mesures ultralibérales.

Friedman, pendant ce temps, méditait lui aussi des projets de déstructuration et de restructuration : dans son cas, des sociétés tout entières, à commencer par leurs économies. Et il arrivait lui aussi à la conclusion que des « électrochocs » seraient utiles à la réalisation de ses projets. Friedman propose en fait une théorie de la « stratégie du choc », qu'il définit ainsi : « Un vrai changement ne peut naître que d'une crise – réelle ou perçue. Lorsque cette crise se produit, les actions qui sont mises en œuvre dépendent des idées qui sont dans l'air à ce moment-là. Je pense que notre rôle premier est de produire des alternatives aux politiques qui sont mises en œuvre et de les garder vivantes et disponibles jusqu'au moment où ce qui était politiquement impossible devient politiquement incontournable. » (Friedman, cité par Klein, page 166.) Cette stratégie du choc, on l'aura compris, c'est celle du vautour qui guette sa proie et qui attend qu'elle soit blessée pour l'attaquer.

Dès les années cinquante, Friedman et ses acolytes de Chicago vont donc formuler et maintenir vivantes les idées de dérégulation, de privatisation, d'ajustement structurel, de flexibilité des travailleurs, de réduction de l'État à ses fonctions régaliennes, qui vont définir le « consensus de Washington », prêché et mis ensuite en application un peu partout par les Chicago Boys comme autant, suggère-t-elle, d'instruments de torture des populations concernées. Ce dogme, parce que c'en est un, a été et reste défendu par de véritables sectaires, comme le remarque Klein, qui rangent le néolibéralisme qu'ils prônent parmi ces « doctrines fermées et fondamentalistes qui ne peuvent coexister avec d'autres systèmes de croyances ; leurs adhérents déplorent la diversité des points de vue et demandent l'entière liberté d'appliquer leur système parfait. Le monde tel qu'il existe doit être effacé pour laisser toute la place à leur invention dans toute sa pureté [...] dans une logique qui conduit inexorablement à la violence » (page 22). Leur invention dans toute sa pureté, c'est un mode de concurrence parfaite, d'information complète et de marchés s'autorégulant, toutes choses qui n'ont jamais existé que dans leurs têtes ou sur papier.

Selon le point de vue de la « stratégie de choc », le terrorisme, les menaces de toutes sortes à la sécurité, les crises économiques, les catastrophes naturelles (l'ouragan Katrina, le tsunami en Asie, par exemple), les confrontations idéologiques, les coups d'État, les bouleversements politiques, en un mot tout ce qui laisse l'opinion publique sous le choc et décontenancée est envisagé comme autant d'occasions propices à l'imposition de mesures ultralibérales qui, si elles ne peuvent manquer de causer un tort immense à une population déjà grandement fragilisée, sont éminemment favorables aux institutions dominantes. C'est ainsi par exemple qu'aussitôt après que les digues eurent lâché à La Nouvelle-Orléans, lobbyistes, think tanks, économistes et autres prédateurs sont entrés en action pour suggérer de démanteler le réseau public d'éducation au profit d'un système de bons d'éducation et d'écoles privatisées, pour éliminer les programmes de logements sociaux au profit d'entrepreneurs en construction, et ainsi de suite.

Le premier laboratoire offert aux Chicago Boys sera celui du Chili de Pinochet, à compter de 1973.

Le premier laboratoire offert aux Chicago Boys sera celui du Chili de Pinochet, à compter de 1973. Mais les mêmes prescriptions seront imposées au fil des stratégies de choc, au Cône sud de l'Amérique latine (qui comprend, outre le Chili, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay), à la Bolivie, à la Pologne, à la Russie, à l'Afrique du Sud, à l'Irak, à l'Afrique et à l'Europe postcommuniste. Klein passe en revue plusieurs de ces incarnations du capitalisme du désastre, qui produit immanquablement les mêmes effets. Elle conclut : « Un système économique qui demande une croissance constante, mais qui interdit à toutes fins utiles toute tentative sérieuse de régulation environnementale engendre une série de désastres – militaires, économiques, financiers. La soif de gains rapides et faciles réalisés par des investissements purement spéculatifs a transformé les marchés – boursiers, financiers et hypothécaires – en machines à fabriquer des crises. » (Page 513.) Depuis des décennies,

d'innombrables victimes pourraient en témoigner, et leur nombre vient d'être encore grossi par celui de tous ces Américains qui ont fait faillite et perdu leurs maisons.

Rendre compréhensibles des idées aussi délirantes que dangereuses, mais qui ont dominé notre époque et causé tant de mal à tant de gens.

Quand le choc du traitement néolibéral rencontre de la résistance, il est suivi du recours à la force et Klein consacre de belles pages à la guerre en Irak envisagée selon cette perspective. Elle y décèle une grande nouveauté, mais je ne suis pas certain de la suivre entièrement sur ce point, même si je connais bien l'existence des Halliburton (une firme qui propose des mercenaires en location et qui fait des affaires en or en Irak) de ce monde: « [...] auparavant, suggère Klein, les guerres et les catastrophes n'offraient des opportunités qu'à quelques secteurs précis de l'économie – au fabricants d'avions militaires, par exemple, ou aux entreprises qui allaient reconstruire les ponts détruits par les bombardements. Cependant, le principal rôle économique des guerres était d'ouvrir des marchés qui avaient été fermés et de contribuer au boom économique qui lui succéderait. À présent, les guerres et nos réactions aux catastrophes sont à ce point totalement privatisées qu'elles sont elles-mêmes le nouveau marché: il n'est plus nécessaire d'attendre la fin de la guerre pour que le boom se produise. Le médium est le message » (pages 15-16). Cette analyse, me semble-t-il, perd de vue le sens de la continuité historique du capitalisme et du rôle qu'y ont joué les guerres – ce qui est un des reproches que l'on a fait à ce livre remarquable.

De même, la métaphore qui sous-tend l'ouvrage – cette stratégie de choc qui profite de certains moments pour imposer à des populations déconcertées des mesures brutales et régressives – est forte, mais, comme toute métaphore, elle a aussi ses limites. À trop la filer, on risque de ne plus remarquer que le capitalisme n'a jamais été autre chose que destructeur, prédateur et fondé sur la « destruction créatrice » et dès lors à exagérer la nouveauté de son récent développement et à perdre de vue qu'il est non en rupture mais en parfaite continuité avec l'histoire. Ou encore de perdre de vue que le capitalisme s'impose au besoin sans recours à la force ou sans attendre un propice état de choc.

Je pense encore qu'à trop insister sur quelques personnages, aussi importants soient-ils, on risque de perdre de vue le caractère structurel et institutionnel des événements qu'on décrit. On a d'ailleurs sur ce plan fait remarquer que, bien plus que Milton Friedman, c'est Jeffrey Sachs qui, historiquement, a été le grand responsable de l'implantation des idées de l'École de Chicago – en Bolivie, en Russie, en Pologne, etc.

Le néokeynésianisme de Klein, enfin, est une position que je ne partage pas et je regrette qu'elle n'ait pas, dans la partie de son livre où elle évoque, non sans un certain optimisme, ce militantisme qui travaille à changer le monde, fait état des idéaux libertaires qui, pour plusieurs d'entre nous, représentent ce vers quoi nous pouvons et devons aller si nous voulons éviter la « catastrophe universelle » vers laquelle nous voguons toutes voiles dehors. Klein écrit pourtant pour *Z Magazine* et on peut présumer qu'elle connaît l'économie participaliste de Michael Albert et Robin Hahnel...

Quoiqu'il en soit, en bout de piste, l'ouvrage de Klein rend selon moi deux immenses services: le premier, celui de faire connaître nombre de faits que trop de gens ignorent encore; le deuxième, celui de rendre compréhensibles des idées aussi délirantes que dangereuses, mais qui ont dominé notre époque et causé tant de mal à tant de gens.

Et malgré les défauts que j'ai cru y remarquer, je pense donc qu'il faut le lire et le donner à lire.

En complément à la lecture du livre, on consultera avec profit le site que lui consacre Naomi Klein à:

www.naomiklein.org/shock-doctrine

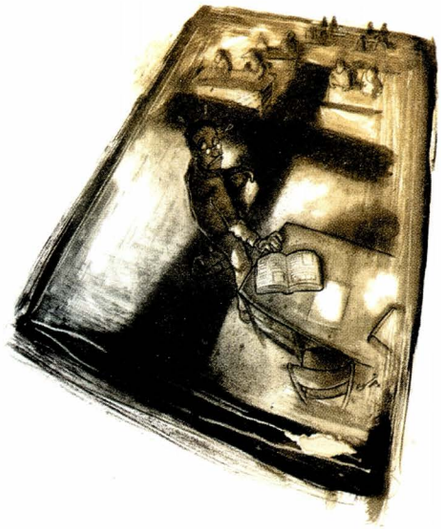
On y trouvera notamment des ajouts, des correctifs, des ressources de toutes sortes, mais aussi les réponses de l'auteure aux critiques qui lui ont été adressées, tout particulièrement à celles émanant de la presse couvrant le monde des affaires et l'économie et des « think tanks » de droite, comme le Cato Institute.

N. B.

On notera que j'ai lu la version originale du livre et que j'ai traduit moi-même les passages que j'en cite.

Naomi Klein, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Alfred A. Knopf, 2007. Traduction française: *La Stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.

Décrochons l'acrobate !



À Casagrande di Terni, Franco Coppoli décroche le symbole religieux pendant la durée de ses cours. « Pas de crucifix pendant mes heures de cours ! » Le professeur risque le licenciement pour avoir enlevé le crucifix du mur pendant ses heures de cours. Il a été dénoncé par le directeur. Les Cobas (Comités syndicaux de base) le défendent et protestent.

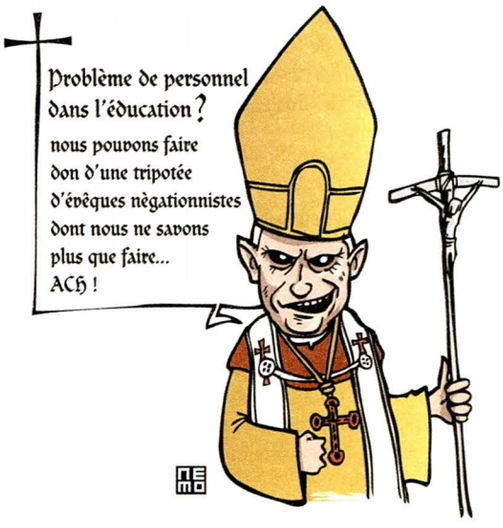
Le professeur Franco Coppoli est sommé d'expliquer aux membres du conseil de discipline du CNPI (Le Conseil national de l'éducation publique) pourquoi, durant les leçons qu'il donne à l'institut professionnel Casagrande de Terni, il décroche le crucifix du mur pour le remettre en place à la fin de ses heures de cours.

Le comportement du professeur a été dénoncé au procureur de la République par le directeur de l'institut, Guiseppe Metastasio. Depuis il risque une sanction disciplinaire pouvant aller de la simple « censure » au licenciement.

Les faits, qui remontent au début de l'année scolaire, n'ont pas amenés de protestations de la part des élèves. Après, certains d'entre-eux se sont plaints et, lors d'une réunion étudiante, ils ont adopté une motion demandant que le crucifix reste accroché au mur. Cependant le professeur Coppoli n'a pas cédé et le directeur de l'établissement, qui a soutenu publiquement qu'il était de son devoir de faire respecter la volonté des étudiants, lui a intimé l'ordre de ne pas ôter le symbole religieux, le menaçant de prendre des sanctions disciplinaires.

Coppoli est aussi un délégué syndical. Il revendique la liberté des professeurs de ne pas faire cours avec la présence d'un symbole d'une confession religieuse spécifique accroché derrière son bureau, invoquant la liberté d'enseignement, la liberté religieuse et la laïcité de l'État et de l'école publique prévues par la constitution.

D'après Piero Bernocchi du Cobas, « l'attaque discriminatoire envers Coppoli s'inscrit dans un cadre caractérisé par les ingérences systématiques de l'Église catholique dans la vie politique italienne, desquelles nous avons eu d'éclatantes démonstrations ces derniers jours – toujours selon Bernocchi – d'abord avec la présentation par le gouvernement d'un décret de loi, dicté par le Vatican, visant à invalider une sentence de la Cour de cassation et à violer gravement la protection des libertés individuelles d'une femme se trouvant depuis 17 ans dans un état végétatif irréversible ». Pour les Cobas, « les règles fascistes qui imposaient la présence d'un crucifix parmi l'ameublement scolaire dans les écoles élémentaires et secondaires étant abrogées, il n'existe aucune règle qui prévoit l'obligation du crucifix dans les salles de cours ».



Salvo Intravaia

Traduction de Salvatore, Groupe d'Ivry-sur-Seine

Lien vers l'article original : minilien.com/?nhcICDMMZ4

Lampedusa

Révolte

Lampedusa, endroit douloureux où les frontières de la haine et du racisme élèvent leurs murs, est le symbole concret de la guerre contre les pauvres qui est en train de déchirer l'Europe. Maroni [1] veut en faire une énorme prison, mais qui sème le vent récolte la tempête : pendant la révolte-soulèvement des immigrés tunisiens, le mercredi 18 février, une grande partie de ce camp de concentration s'est envolée en fumée, brûlée par la colère sourde de personnes entassées comme des bêtes en attente d'être déportées. Depuis des semaines le feu couvait sous la cendre des espoirs perdus de ceux qui, pour gagner leur vie, l'ont auparavant risquée dans le désert et en mer.

Vingt-sept rebelles de Lampedusa ont été amenés au CIE [2] de Turin, rue Brunelleschi, mais cela n'a pas suffi à arrêter leur révolte ni à désamorcer leur détermination à lutter pour la liberté. Bien au contraire. Jeudi 19 février, tous les prisonniers du CIE ont refusé de manger les denrées farcies de psycholeptiques qui leur sont refilées par les gardes-chiourmes de la Croix Rouge. La grève de la faim a continué vendredi 20 février, impliquant au moins la moitié des reclus qui demandent leur libération immédiate.

Un groupe d'antiracistes et d'anarchistes s'est donné rendez-vous sous les murs du CIE. Musique, pétards, battages et cris se sont alternés avec les témoignages des détenus qui racontaient leurs histoires par téléphone. Histoires de violence, d'abus de pouvoir, d'exploitation, et histoires de résistance. Beaucoup d'entre eux demandaient aux antiracistes d'entrer, afin de voir la réalité d'une prison pour les sans-papiers. Mais les portes d'un CIE, comme celles de toutes les prisons, sont fermées.

Les immigrés ont fait voler en l'air leurs matelas et renversé les poubelles.

Hors les murs, liberté, liberté !

Federazione anarchica torinese – FAI

Traduction par la secrétaire des Relations internationales

1. Actuel ministre de l'Intérieur

2. CIE : (anciennement CPT – Centres de séjours temporaires , littéralement : Centres d'identification et d'expulsion, structures mises en place depuis l'adoption de l'article 12 de la loi dite « Turco-Napolitano » (n° 40-1998), qui regroupent tous les « étrangers soumis à une mesure d'expulsion ou de renvoi avec accompagnement forcé à la frontière non exécutable dans l'immédiat ».

Contact : fai_to@inrete.it

Grèce

« Quelque chose va arriver, d'ici ou d'ailleurs... »

Rencontre avec Tassos Christopoulos, l'une des figures des émeutes de décembre et du mouvement anti-autoritaire grec. Libertaire, syndicaliste, fondateur du journal *Babylonia* [1], il est aussi l'animateur du célèbre Nosotros [2]. Tassos accueille Yannis Youlountas et Sophia Wexler [3], à l'occasion d'une soirée poétique et politique. Tassos est souriant, chaleureux comme toujours, puis très ému dès les premiers échanges sur l'évolution de la situation depuis décembre dernier.

Propos recueillis et mis en forme par:

Yannis Youlountas &

Sophia Wexler

Yannis Youlountas: D'après toi, dans quelle mesure l'assassinat d'Alexis, le 6 décembre dernier, a-t-il déclenché le mouvement? Peut-on dire que c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase?

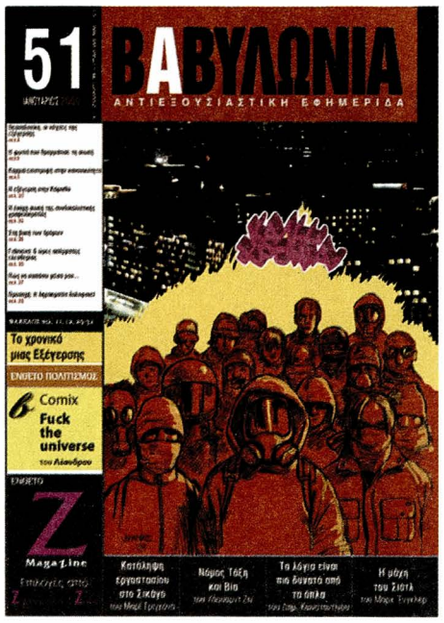
Tassos Christopoulos: Oui. Avec tout le respect que j'ai pour la mémoire d'Alexis, son assassinat fut un catalyseur. Preuve en est la rapidité avec laquelle les événements se sont enchaînés. Le soir même, peu après son assassinat vers 21 heures, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. En moins de deux heures, deux lieux étaient déjà noirs de monde: l'École polytechnique voisine et le commissariat du quartier. Durant toute la nuit, les rues ont continué à se remplir et la tension à monter, et ce, jusqu'au petit matin. Le lendemain – un dimanche –, un immense rassemblement silencieux s'est formé spontanément en sa mémoire, quelque chose d'extraordinaire. Alexis est devenu le symbole des victimes du système, le point de convergence des luttes, l'emblème de la résistance.

Sophia Wexler: Sait-on exactement comment s'est déroulé son assassinat?

Tassos: Je n'étais pas loin et je peux témoigner. Alexis et ses camarades n'ont jeté aucune bouteille sur les flics, encore moins des pierres. Il est vrai qu'il y a eu des insultes échangées, mais rien de plus. Son assassin est descendu de voiture, a visé froidement et l'a tué. Tous ceux qui, comme moi, sont arrivés immédiatement sur les lieux ont pu le vérifier: il n'y avait ni éclats de verre ni cailloux sur le sol. Rien. Juste le sang d'un jeune militant anarchiste de 15 ans, exaspéré par une société injuste et absurde.

Yannis: Pourquoi le mouvement s'est-il un peu essoufflé depuis? À cause de la peur des conséquences financières et économiques?

Tassos: D'abord, il faut remarquer que le gouvernement conservateur s'en est sorti de justesse, à deux doigts d'élections anticipées dont n'a bizarrement pas voulu le PASOK (parti socialiste panhellénique), malgré ses gesticulations. Sans doute à cause du risque de devenir très impopulaire au cœur de la crise. Partout, les classes moyennes se prolétarisent. L'endettement a pris le dessus sur la propriété. En d'autres termes, les gens n'ont plus rien à perdre puisque tous leurs biens sont hypothéqués par le crédit. Cependant, ils ont eu peur de l'exemple argentin, de la catastrophe financière, d'une amplification du surendettement national jusqu'à la faillite et à la ruine.



Sophia: Est-ce pour ça que les destructions se sont progressivement interrompues durant la fin décembre? Notamment les incendies de banques?
Tassos: Oui, mais aussi parce qu'il y a, me semble-t-il, une incapacité chronique à s'emparer des événements, à formuler le désir, à concevoir des alternatives, à résister à la désinformation. Ce mouvement est jeune, très jeune…

Yannis: Pourtant, l'expression populaire dans la rue est très riche. Les murs de la ville sont un véritable recueil de poèmes. Les discussions sont d'un haut niveau philosophique et politique…
Tassos: C'est vrai. Moi aussi, je suis impressionné par ce renouveau qui rappelle un peu le printemps 68, et qui va même peut-être plus loin, mais cette expression est insuffisante du côté des ouvriers. Le pas qui a manqué s'est sans doute trouvé là: dans les usines.

Sophia: Il n'y a eu aucune occupation d'usine?
Tassos: Non, justement. Pas la moindre, malgré la grève générale! C'est là la grande différence avec mai 68 ou encore avec l'exemple argentin.

Sophia: Pourquoi?
Tassos: Les principaux responsables syndicaux ont eu peur. Et ils ont trahi le mouvement social, comme d'habitude. Les franges radicales n'ont rien pu faire pour infléchir cette erreur historique.

Yannis: C'est pour ça que la synthèse ne s'est pas faite au sein du mouvement?
Tassos: Exactement. Du côté des jeunes, des étudiants, des lycéens et même des précaires, le mouvement a été très fort, intense, imaginatif, audacieux. Mais du côté des ouvriers et des employés, la peur a été plus forte que le désir, le réflexe conservateur a pris le dessus, les sirènes de la peur ont pétrifié la plupart des travailleurs chargés de famille. Noël approchait. Les médias officiels racontaient n'importe quoi. C'est là qu'on voit combien le système nous conditionne et tout ce qu'il reste à faire pour libérer les consciences. On ne reprend pas le maquis en un seul jour, surtout quand on a été élevé dans la chaleur du troupeau.

Yannis: La violence des plus jeunes a-t-elle contribué à la crainte de leurs aînés?
Tassos: Oui, probablement. Mais il faut les comprendre. Il y a une telle souffrance, une telle pression. L'explosion ne pouvait être que violente. La rage contre le système, contre la machine, est presque sans limites chez certains. On ne peut qu'éprouver de la haine envers un système politique pareillement autiste, arrogant et corrompu. Alors, oui, bien sûr, les destructions qui ont suivi la mort d'Alexis ont parfois été aveugles, et donc mal comprises quand il s'agissait de petits commerces. Mais dans l'ensemble, c'est tout de même les banques qui ont été le plus frappées.

Yannis: A-t-on des chiffres?
Tassos: Oui, mais encore incertains. 400 magasins auraient été détruits ou abîmés, uniquement à Athènes (435 selon l'EBEA: chambre de commerce et d'industrie d'Athènes, pour une valeur de 50 à 100 millions d'euros; un milliard d'euros prétend quant à lui le lobby des supermarchés qui est en passe de recevoir une immense enveloppe de l'État), dont plus de la moitié seraient des banques.

Sophia: Y avait-il un mot d'ordre précis?
Tassos: Non, aucun mot d'ordre, juste quelques tags sur les murs de la ville appelant à brûler les banques. Les jeunes qui ont fait ça n'en pouvaient plus, c'est tout. Et j'avoue que je les comprends. Le symbolisme des banques est l'une des représentations les plus précises du système qui nous opprime, du grand n'importe quoi, de la religion de l'argent. Ces jeunes ont brûlé des temples. Des temples de l'argent-roi. Ils ont dit: « Stop, ça suffit! », d'ailleurs partout en ville, on trouve des milliers d'inscriptions *Stop Money!* et *Thelo na ziso* (« je veux vivre vraiment »).

Yannis: Comment expliques-tu le développement important de l'anarchisme en Grèce, ces dernières années?
Tassos: Il y a un véritable boulevard pour l'anarchisme ici, notamment à cause de la place de la religion et du nationalisme dans le spectre politique traditionnel. Les partis de gauche sont tous plus ou moins gênés quand il s'agit de laïcité ou d'universalisme. Le KKE et Synaspismos en font rarement débat. Ce n'est pas important pour eux. Cela risquerait aussi de les éloigner de leur base, souvent orthodoxe et patriote fervente. Quant au PASOK, n'oublions pas qu'il s'appelle « parti socialiste panhellénique »! Les anarchistes sont les seuls à être clairs sur ces questions et à proposer un réel changement de société. Une refondation égalitaire et libertaire, sans dieu ni maître, et ouverte à tous, par-delà les frontières.

Yannis: Tu es optimiste pour l'avenir?
Tassos: Quelque chose va arriver, c'est sûr, grâce à la crise du système qui fragilise les croyances qui reposaient en lui. Beaucoup ont cru et croient encore en ce système. Mais tout cela s'effrite, jour après jour. C'est flagrant quand on discute avec les gens, un peu partout. On voit bien maintenant que ce n'est pas « la fin de l'histoire », qu'il y a des alternatives, qu'on peut encore trouver les moyens de résister. Le géant capitaliste est démasqué aux yeux de tous et il vacille sur ses bases, mais il ne tombera pas tout seul. Tout le monde doit entrer dans la lutte, parler, soutenir, agir. L'heure n'est plus au repli sur soi, mais à la solidarité avec ceux qui osent les premiers. L'anarchisme attire de plus en plus parmi les nouvelles générations, malgré les mises en garde du pouvoir autoritaire et propriétaire. L'heure approche. Je rêve, oui, je rêve, mais je ne veux pas faire que rêver. Je veux que ce rêve, ce beau rêve, ce grand rêve, devienne progressivement une réalité. **Y. Y. & S. W.**

---

1. Sur Internet: babylonia.gr
2. Un espace culturel libertaire très fréquenté, au 66, rue Thémistocle, à deux pas de la place Exarcheia, reconnaissable à son drapeau rouge et noir et à son porche marqué d'un A cerclé.
3. Dessinatrice, traductrice et professeur de français à Athènes, qui prépare l'édition grecque du roman de Yannis: *Les Lèvres d'Athènes*.

James Guillaume

Et l'horloge suisse

James Guillaume est une horloge qui s'est détraquée, un enseignant qui a mal tourné, un maître passé du côté de la plèbe qu'il devait dresser. Pourtant tout avait bien commencé pour ce fils de bourgeois, que son parcours scolaire conduisit au poste éminent de professeur des écoles industrielles.

Malheureusement pour lui, Guillaume fit la rencontre de Bakounine, l'ogre russe, le révolutionnaire international, le rescapé de la prison Pierre-et-Paul et de l'exil en Sibérie. C'est qu'en ces temps troublés, en 1869, on pouvait croiser aisément dans le Jura suisse beaucoup de révolutionnaires traqués par les polices du tsar. C'est ce que fit James Guillaume, honorable professeur de son état qui devint, au contact du grand frère russe, un révolutionnaire ardent. Mais l'entrée dans la carrière révolutionnaire se payant automatiquement de séjours répétés en prison, on lui en fit tâter afin de le dégoûter de toute participation au mouvement révolutionnaire international.

Que croyez-vous qu'il arriva ? La machine à marquer le temps se détraqua pour finir par ne plus rythmer son action qu'au tempo de la révolution. Idées sur l'organisation sociale illustre bien cette rigueur toute révolutionnaire qui fut le principal apport de Guillaume à l'anarchisme. Entrer dans son ouvrage c'est pénétrer dans le détail des rouages, des pistons et des ressorts de la belle mécanique de la société libertaire à venir. Car Guillaume, de sa première formation, a gardé le goût de la précision. Pour lui l'idéal révolutionnaire n'est pas une utopie, un espace qui n'aurait aucun lieu, un rêve qui serait destiné à ne jamais voir le jour. Tout au contraire dans ce qu'il faut bien appeler le projet de la société anarchiste du futur, les choses sont organisées. Dès la première heure, c'est-à-dire, après le grand soir qui marque l'effondrement progressif du système capitaliste, les communes de travailleurs sont constituées, les services publics sont collectivisés et autogérés : travaux publics, échanges, alimentation, statistique, hygiène, sécurité, éducation, assistance, rien n'échappe à l'œil vigilant de Guillaume.

Mais contrairement au modèle du « grand horloger » qui organise le monde de l'extérieur, d'en haut, James Guillaume nous rappelle que c'est au peuple, aux masses, aux travailleurs de s'approprier spontanément toutes les forces collectives afin que leurs produits reviennent enfin aux producteurs. Dans son hypothèse, pas de chef, pas de dictateur qui réalise le bonheur et la liberté du peuple malgré lui. Pas d'organisation d'avant-garde. Nous sommes aux antipodes de toute planification soviétique, de toute collectivisation autoritaire. Ici pas de parti unique qui dirige et organise la société mais un pouvoir rendu au peuple pour qu'il l'auto-organise et s'en rende, après tous ces siècles d'asservissement, enfin maître. Il est urgent de relire des ouvrages de cette trempe pour ne pas oublier que la révolution débouche sur du concret, qu'elle n'est pas une quête inachevée, une étoile insaisissable. Que cela plaise ou non, il n'y a pas de révolution possible sans projet d'organisation de la société à venir.

Les révolutionnaires espagnols l'ont bien compris, eux qui ont suivi sur l'ensemble des points qu'il définit, le modèle de société libertaire dont Guillaume avait fait la synthèse. Qu'on se souvienne en effet que les collectivités agricoles et industrielles constituées en Aragon, en Catalogne et au Levant étaient fondées sur les principes de l'autogestion communale et syndicale imaginés par James Guillaume et par les révolutionnaires de la première internationale anti-autoritaire. Internationale dont ce livre constitue en quelque manière le programme ramassé de manière synthétique et constructive. Qu'on se rappelle aussi que les réussites économiques liées à la collectivisation découlent de la promptitude avec laquelle les révolutionnaires ont su s'organiser. La FAI, la CNT parfois alliées à l'UGT (notamment dans l'industrie textile et les transports), se sont montrées à la hauteur parce qu'elles ont appliqué avec beaucoup de souplesse le programme concret contenu dans Idées sur l'organisation sociale.

Car le modèle de Guillaume, si c'en est un, n'est assurément pas un schéma dogmatique. On n'y trouvera pas trace d'un quelconque absolu. La centralisation y est minimale, incarnée par un simple bureau des statistiques, comme chez Proudhon et Bakounine, qui coordonne les différentes informations sur la production provenant des communes de travailleurs, les espagnols diront des différentes collectivités. Cette théorie est capable de tolérer en son sein l'existence de petites propriétés individuelles à côté des grandes branches industrielles collectivisées. On n'observe donc aucun autoritarisme, aucune oppression de la collectivité sur l'individu, chacun parvenant à son rythme à entrer dans le mouvement général. Dans la société anarchiste de Guillaume, on prêche par l'exemple plutôt que par les armes et si les révolutionnaires espagnols durent les prendre, ce fut, ne l'oublions jamais, sous la contrainte de l'agression fasciste.

Aussi ne perdons pas de vue la leçon du professeur Guillaume : d'abord toujours faire un plan avant de se lancer dans l'action, ensuite avoir toujours un programme à proposer aux masses pour les accompagner dans leur élan révolutionnaire lorsque le bruit de dérèglement de l'horloge capitaliste se fait à nouveau entendre.

Michael Paraire

Vous pouvez retrouver Michael et ses complices dans l'émission « La bibliothèque anarchiste » sur *Radio libertaire* sur 89.4 en FM ou dans le Web sur federation-anarchiste.org/rl/.

Printemps des poètes
De la fumée...

DU À L'ESPRIT FUMIGÈNE de son instigateur (Jack Lang, roi de la fumée), le Printemps des poètes va tenter encore d'endormir la lucidité sur ce qu'il convient d'intituler : la mort en ce jardin.

Lancer tout un florilège d'animations, de lectures, pendant que l'initiation à l'art sous toutes ses formes est bradé, saccagé dans l'enseignement notamment, relève de la pitrerie. On propose la poésie comme de la consommation de spectacles, une gourmandise pour bouche sevrée.

Plutôt que de la concevoir comme un chemin essentiel, individuel parce que respectant profondément l'axe de perception de chacun, les destructeurs de la pensée et de la sensibilité l'assènent comme une marchandise, en un temps restreint, du « show festif », de satisfaction instantanée d'un plaisir gustatif. Il est évident que ce pansement de nos plaies profondes, et de toute manière très fugace, appliqué sur notre construction standardisée, métronomisée, coûte beaucoup moins cher (dans tous les aspects du coût) qu'une réelle prise en compte de l'éveil à l'art, depuis les premiers balbutiements de la créativité potentielle, comme partie intégrante d'une vraie éducation et de l'appui d'un réel épanouissement personnel.

Un rapide coup d'œil de la diffusion de la poésie historique et contemporaine suffirait à dérégler nos sens. Tout d'abord, il faut se répéter que l'écriture poétique est toujours très vivace, riche... mais qui le sait, ou plus exactement, qui ou quel média effectue l'effort de le faire savoir ? On dénombrerait près de 60 000 personnes s'adonnant à cet exercice, et environ 600 lecteurs réguliers de poésie !

L'essentiel de la poésie contemporaine est publié dans de petites structures. Lorsque ces auteurs prennent un peu d'amplitude, de renom, les requins de la grande édition sautent sur leur proie. Les médias en font de même.

Il est juste de rappeler que les conditions de survie de la poésie ont toujours été difficiles : mais ce phénomène s'aggrave, par la concentration des maisons d'édition, et par leur exigence d'obtenir des succès et des ventes rapides. D'ailleurs, beaucoup de ces recueils ne voient le jour qu'avec l'appui du CNL (Centre national du livre) ou de ses appendices régionaux, les CRL.

De même, si, par le passé, les éditeurs comme Gallimard, NRF... misaient sur leur fonds et prenaient encore le risque d'éditer des auteurs difficiles, de peur de rater le train de la modernité, cette époque est révolue.

Quelques exceptions demeurent comme la collection animée par Yves Di Manno chez Flammarion qui donne à lire les aspects les plus aventureux du voyage poétique contemporain.

Ce bref balayage serait incomplet sans dédier quelques lignes aux « amateurs », dans le sens le plus complet du terme que sont les revuistes qui, parfois depuis plusieurs décennies, effectuent une œuvre gigantesque de drainage, d'affût de tout ce qui bruit dans le landernau de la poésie : Décharge, Triages, Le Mâche-Laurier, Passage d'Encres, Rehauts, Pages Insulaires... et quelques éditeurs fous d'amour pour cette fleur : l'Idée Bleue, Atelier de l'Agneau. Ces défenseurs purs et acharnés de la langue, de l'écrit vivant, tiennent à bout de bras, l'essence, la survie de cette expression, sans une ligne de soutien dans les pseudo médias culturels, qui arrosent bien souvent là, où la terre est déjà mouillée.

Pour terminer, quelques chiffres assez récents extraits du *Matricule des Anges*, excellente revue littéraire :

- 2002 : 1 004 livres (de et sur) la poésie d'expression française parus en 2002 (Bibliographie nationale française),
- 1,41 million de livres de poésie (et théâtre) vendus en 2002 soit 0,38 % des ventes de livres en France ou 0,27 % du chiffre d'affaires (sources SNE),
- 226 livres de poésie (d'expression française, traduits ou relevant du secteur jeunesse) sur 291 demandes ont été soutenues par le CNL en 2003,
- 10 librairies (indépendantes, c'est la condition) ont obtenu une subvention du CNL en 2003 pour développer un fonds de poésie (sur 10 demandes) soit 1 509 ouvrages pour un montant de 8 430 euros. En 2001, le CNL avait reçu 7 demandes.

Rideau !

Guy
Groupe de Rouen

Les Fantômes du Vieux-Bourg

Comme on pouvait l'imaginer, le duo Efix-Levaray n'était pas éphémère. Après *Putain d'usine,* les éditions Petit à Petit le prouvent en publiant *Les Fantômes du Vieux-Bourg,* une BD très noire.

En 2007, l'éditeur normand sortait la version BD de *Putain d'usine*. Au texte, Jean-Pierre Levaray écrivain, ouvrier, militant syndical et anar. Au dessin, Efix, ex-prolo recyclé dans la BD (*Mon amie la Poof, Les Amis de Josy*...). Les amis de Jean-Pierre Levaray ne seront pas perdus en lisant *Les Fantômes du Vieux-Bourg*. Efix a adapté le dernier livre de son complice, *À quelques pas l'usine* sorti cette année aux éditions Champs d'orties.

Nous retrouvons donc le Vieux-Bourg et ses habitants, des vieux, des chômeurs, des Rmistes, des familles cabossées, des paumés, des travailleurs immigrés qui ne pètent décidément pas la santé. On reconnaît le vieil homme qui hante le quartier avec son caddie plein de ferraille, le camarade cégétiste et bouliste au bout du rouleau, l'artiste aux œuvres inclassables, les déracinés qui viennent du Portugal, d'Algérie, d'Afrique ou du pays de Caux...

Comme pour *Putain d'usine*, Efix a mêlé plusieurs techniques. Chacun des dix-neuf chapitres a son identité. Entre dessins, esquisses et photos, en passant par des clins d'œil à la peinture (Jean-François Millet et Vincent Van Gogh) et à la presse « people », les pages en mettent plein les yeux et la tête. Dans le fond et dans la forme, le noir l'emporte. Interview :

Les éditions Petit à Petit annoncent la vente de six mille exemplaires de la BD *Putain d'usine*. Votre travail a reçu le prix de la BD engagée à Lyon en 2007. Pas mal pour un début. C'est à partir de ce succès que vous avez eu envie de continuer ensemble ?

Jean-Pierre Levaray : Ce n'est pas à proprement le succès qui nous a fait continuer ensemble, c'est plutôt le fait que lorsque le travail sur *Putain d'usine* s'est terminé, c'était un peu frustrant de s'arrêter là. En plus, dès la mise en place de la bédé, l'éditeur a senti qu'elle serait bien accueillie et donc il nous a demandé un deuxième tome. On a sauté sur l'occasion.

Efix : Je crois même que c'est nous qui en avons parlé à Olivier (notre éditeur, donc). Comme pour *Putain d'usine*, où on m'a laissé dans un premier temps croire que l'idée d'adaptation venait de moi, c'est une idée partagée. Mais c'est clair qu'on n'avait vraiment pas envie de s'arrêter là.

D'où vient l'idée d'adapter *À quelques pas de l'usine* et pas un autre titre comme *Classe fantôme* ou *Du Parti des myosotis* ?

Jean-Pierre Levaray : Pour *Du Parti des Myosotis*, l'éditeur a des idées, pas avec Efix, mais je n'ai pas trop envie parce que c'est trop intime, il s'agit d'un livre sur la vie et les derniers instants de mon père. Peut-être que je ferai quelque chose mais, je ne pense pas en terme de bédé, où alors par moment dans un livre plus graphique. Pour l'instant j'ai beaucoup trop d'autres projets qui n'aboutissent pas pour me mettre sur une « commande » d'éditeur. En ce qui concerne *Classe Fantôme*, on y pense. Peut-être pas tout de suite, je pense qu'Efix a besoin de faire des choses plus personnelles. En plus, en ce qui concerne *Classe Fantôme*, je pense à un mix des nouvelles que j'ai écrites dans *Tranches de chagrin* et certains articles parus dans *CQFD*, histoire de faire un vrai album avec quasiment de l'inédit. Pas seulement une nouvelle adaptation...

Efix : Même si j'ai accompagné mon propre père dans son cancer, je ne me vois pas du tout adapter *les Myosotis* et je pense, comme Jean-Pierre, que son bouquin se suffit à lui-même. Quand nous avons décidé

d'« adapter » *À quelques pas de l'usine* ce n'était pas encore un livre, juste un manuscrit. Contrairement à *Putain d'usine*, je l'ai donc abordé comme une œuvre originale avec moins de pression par rapport aux lecteurs et à tout ce que Jean-Pierre et son livre avaient déjà vécu. Et pour les autres, en effet, on en parle. Comme le dit Jean-Pierre, j'ai envie de faire un petit break, d'écrire aussi pour moi. Mais pas question d'en rester là! J'ai trop de plaisir à bosser avec lui, j'adore illustrer ses mots. Et comme il me fout une paix royale et... positive, je ne vais pas le lâcher comme ça. L'habitude de travailler seul m'a rendu un peu exigeant niveau liberté. Ce respect, pas sûr de le trouver avec un autre et j'y tiens!

Que devient le Vieux-Bourg? Les gens ont-ils lu les nouvelles? Si ce sont vraiment des histoires réelles, de vrais portraits, comment ont réagi les « héros »? Je pense notamment à André, cet artiste qui produit des œuvres assez extravagantes, aux gens qui tiennent le restaurant...

Jean-Pierre Levaray: les réactions sont mitigées. La mairie et le personnel des institutions de la ville n'ont pas apprécié que je parle de ce quartier, que j'en donne cette vision assez noire (même si c'est la réalité et qu'ils le savent). Les gens du quartier ont plutôt apprécié que quelqu'un parle enfin de leur quartier, même si, c'est vrai, ils n'ont pas tous une histoire sur laquelle on peut s'arrêter (quoi que...). Autrement je n'ai pas encore eu de réactions des personnes que j'ai mises en scène. Je te dirais que j'ai un peu le trac de ce point de vue, d'autant qu'il y a des choses que j'ai totalement brodées, il y a des personnages qui sont la somme de plusieurs. Je voulais faire de ces gens des héros d'aventures ou de fictions.

Efix: C'est le problème de la fiction inspirée de la réalité. Les gens concernés ont forcément un autre point de vue. Personnellement, je ne les connais pas et je vis à Lyon. Je me suis donc senti assez libre. Et puis Jean-Pierre les respecte. Je ne vois pas comment on peut vexer en apportant autant d'attention, au contraire.

Comment avez-vous travaillé? L'un habitant à Lyon et l'autre à Rouen, cela ne facilite pas les choses. Le dessinateur avait-il « carte blanche » pour partir dans telle ou telle direction? L'auteur avait-il des idées précises d'adaptation? On voit des photos sur certaines planches. Correspondent-elles à la réalité?

Jean-Pierre Levaray: Au moins à ce propos et pour notre collaboration, Internet est une bonne invention. Les photos sont parfois prises dans le Vieux Bourg, parfois elles viennent d'autres villes. Parce que le Vieux Bourg est emblématique de tout un tas de quartiers à l'abandon en France. Autrement, il te le dira mieux que moi mais Efix a eu carte blanche, en plus comme il sait que j'aime bien quand il se lâche où quand il fait des travaux plus de « recherche ». Il s'est assez lâché, ce qui est plutôt rare dans ce genre de dessin, et là, maintenant, je trouve qu'il ouvre encore d'autres possibilités à la bédé.

Efix: C'est vrai, on voulait parler d'un « style » de quartier. Il est inspiré de la réalité, mais on peut reconnaître pas mal de banlieues, de petites villes à l'abandon... Comme pour *Putain d'usine*, Jean-Pierre me fournit beaucoup de documentation photographique et... je me démerde. Je mélange, je cherche, je compose. Et je sais que Jean-Pierre regardera ça avec un *a priori* positif. En gros, il considère qu'il a fait son boulot en écrivant. Au moment du dessin, c'est à moi de jouer. Il ne m'a demandé de changer qu'une case où j'avais utilisé l'image de *Animals* des Pink Floyd pour parler de la masse imposante de l'usine. Cette usine électrique ne correspondait pas à la chimie exploitée dans la région. Et Jean-Pierre confirmera sûrement: « pas question d'utiliser ces gros mous de Pink Floyd! » Il est dans une veine, disons, plus... punk.

Avez-vous d'autres projets dans la même veine?

Jean-Pierre Levaray: c'est ce que je t'ai dis précédemment, un tome III, mais on va laisser un peu d'eau couler sous les ponts. Peut-être pas trop parce que ça me plait vraiment de travailler avec Efix et l'univers de la bédé, que je viens de découvrir, ça me plait bien et ça permet de toucher d'autres publics.

Efix: Pareil! Pas trop longtemps et peut-être même plus tôt que prévu. Dans *Putain d'usine*, j'avais demandé à Jean-Pierre si on pouvait étoffer le nombre de pages en adaptant aussi une grosse nouvelle de *Tranches de chagrin*. En dédicace et dans les articles, cette histoire (une nuit, un type mort-pilot, récemment viré pour alcoolisme, prend un Caterpilar pour aller défoncer la maison de son boss) revient souvent, elle a marqué les esprits. Elle me, elle nous donne envie de rester libre, du coup. De ne pas forcément s'attacher à l'adaptation d'un seul livre. Une compilation de textes, un mélange de plusieurs livres, voire un texte original (comme *les fantômes* dans sa forme ante-livre)... C'est assez ouvert, quoi!

Après le livre, *Putain d'usine* a été décliné en documentaire, en pièce de théâtre et en BD. Il manque un dessin animé pour compléter le tableau. C'est pour bientôt?

Jean-Pierre Levaray: Ça ne fait pas partie de mes projets, mais pourquoi pas?

Efix: J'ai fait beaucoup de dessin animé en solitaire. Malgré le rêve magnifique que représente le fait de voir ses créations en mouvement (appelez-moi dieu, s'il vous plaît), la tâche est trop ardue. Là, j'ai donné un coup de main à un pote de l'atelier KCS où je travaille (Jérôme Jouvray, dessinateur de *Lincoln* et *L'idole dans la bombe*) pour un documentaire sur les chats pour Arte. Et franchement quand je vois la montagne sous laquelle il vit depuis des semaines, je n'ai pas vraiment envie de m'y remettre. Donc un dessin animé oui, pourquoi pas, mais seulement avec l'équipe de Pixar sous nos ordres. C'était un sujet de plaisanterie récurrent au moment de la sortie de *Putain d'usine*. On a souvent entendu: « À quand les pin's et les ticheurtes? » Ah, les produits dérivés, vaste débat!

Je crois reconnaître le visage connu d'un militant du groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste dans deux histoires (Dominique veille et Son truc à Jeannot c'est les boules). Clin d'œil ou coïncidence?

Jean-Pierre Levaray: C'est une histoire qu'il a raconté plein de fois, je l'ai placée dans le Vieux Bourg, justement pour changer des histoires plutôt tristos que j'avais écrites. Et ça me faisait marrer de le transformer en héros de bédé (on est tous des héros, mais on ne le sait pas toujours).

Efix: Dominique (son nom dans la nouvelle) a déjà une tête de bande dessinée, on n'allait pas se gratter! Il n'a plus qu'à aller se cacher, d'ailleurs. Sale temps pour les Kropotkine de la Fédération anarchiste et autres ultra-gauchistes en ce moment... En revanche pour Jeannot je suis tombé juste avec une simple description de Jean-Pierre (« On aurait dit un oiseau »). Ce n'est pas le but, que chacun se reconnaisse, mais je tombe souvent assez juste. Sûrement parce que Jean-Pierre trouve les bons mots...

Message personnel: Dans *Putain d'usine* comme dans *Les Fantômes du Vieux-Bourg*, le narrateur, Jean-Pierre donc, a une grosse barbe. Ce qui n'est pas le cas dans la vraie vie. Moi, je préfère sans barbe. Pourrait-il se raser un peu si d'autres BD suivaient?

Jean-Pierre Levaray: Le « héros » de la bédé, c'est moi et c'est pas moi. Moi je ne suis qu'un narrateur, la bédé (comme le théâtre) nécessitait ma présence comme fil conducteur et comme témoin présent.

Efix: Je ne l'ai, en effet, pas abordé comme une vraie représentation graphique de Jean-Pierre. C'est un mélange de nous deux et d'autre chose. Comme je l'avais dit à Jean-Pierre: « Il fume comme moi et pas comme toi, mais il a ton système pileux... et la carrure d'un autre. »

Paco

Efix & Jean-Pierre Levaray, Les Fantômes du Vieux-Bourg, éditions Petit à Petit (petitapetit.fr). 144 pages, 18 x 25,5 cm 14,90 euros disponible depuis décembre à la Librairie du *Monde libertaire*.

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

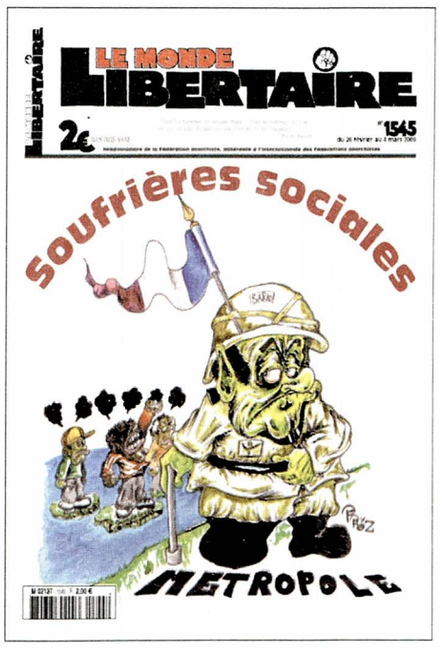
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Paléo-anarchie

1880-1900 : ils sont écrivains et croient à la force de la littérature ; ils sont anarchistes et veulent changer la société. Tout en restant indépendants des partis naissants, ils sont impliqués dans les luttes sociales et politiques et ont une notion précise de leur responsabilité en tant qu'« intellectuels ».

Ils écrivent, manifestent, pétitionnent, combattent… Théoriciens, militants et littérateurs intéressés par les idées libertaires se rencontrent et polémiquent – dans les petites revues, les cabarets, les scènes de théâtre…

Tel Maxime Lisbonne, journaliste, activiste, acteur et metteur en scène, qui crée plusieurs cabarets montmartrois (dont la « Brasserie des frites révolutionnaires »), ils sont nombreux à inventer de nouvelles formes d'écriture et de diffusion pour propager les idées anarchistes.

Autant d'écrivains que de pratiques : depuis les auteurs « consacrés » (comme Octave Mirbeau ou Jules Vallès), jusqu'aux écrivains oubliés (Jacques Sautarel, André Veidaux), en passant par les militants plus ou moins connus (Louise Michel, Charles Malato, Émile Pouget) ou les écrivains fin-de-siècle tentés par l'anarchisme – ainsi que tous ceux qu'on appelle des « en-dehors », faute de savoir où les classer (Mécislas Golberg, Manuel Devaldès)… tous essaient de conjuguer littérature et révolution.

Débat à la librairie du Monde libertaire le 14 mars, autour du livre de Caroline Granier, *Les Briseurs de formules. Les écrivains anarchistes en France à la fin du xixe siècle*, Ressouvenances, 2008, 469 pages, 35 euros.

La Rue

La nuit des mots

La liberté d'écrire, la liberté de dire Le samedi 21 mars 2009, de 21 heures à 4 heures, la Nuit des Mots s'invite au coeur du Festival culturel L'art & L'Humain de *Radio Libertaire*. Pour cette quatrième émission, nous souhaitons à nouveau vous donner la parole par la lecture de vos textes et la diffusion de vos sons. Avec votre complicité, nous créerons une nuit radiophonique dont la richesse sera la diversité de vos textes et de vos sons. Accompagnés de mix, de musiques et d'ambiances sonores improvisés, vos mots se répondront en joutes de lectures faites à plusieurs voix. Cette mixité des écrits est le gage d'une volonté d'égalité dans la parole, ce que *Radio Libertaire* met en application depuis sa création. Sans entrave, le choix du thème est libre pour cette nuit sur une radio, libre, elle aussi. La nuit des mots est un espace, votre espace sur les ondes. Le 21 mars, nous donnerons des ondes à vos mots et vos sons. Émission lors du festival culturel de Radio libertaire en public à La Clef (21, rue de la Clef, Paris 5e) de 21 heures à minuit puis en studio les 21 & 22 mars 2009.

Nathalie Mc Grath

La voix de la fédération anarchiste : 89,4 MHz sur la fm, federation-anarchiste.org/rl/ sur le Web.

Jeudi 5 mars

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

De rimes et de notes (12 heures) Olivier Trévidy, pour son passage au Forum Léo Ferré.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Irak. Irakiennes contre la guerre, après six ans d'occupation.

Toujours les mêmes (19 h 30) Communauté queer.

Entre chiens et loups (20 h 30) Actualité Art & Anarchie.

Vendredi 6 mars

Place aux fous (13 heures) Emission spéciale No Wave, de ses origines new-yorkaises jusqu'à ses extensions récentes et mondiales Avec la participation de Sick Lust, Mercedes Ecstasy et So. Noël.

Samedi 7 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Programme non communiqué.

Chronique syndicale (11 h 30) « Religions et Colonisations », avec B. Falaise et D. Borne (éditions de l'Atelier);

Chroniques rebelles (13 h 30) *La République impériale. Politique et racisme d'État* d'Olivier Le Cour Grandmaison (Fayard), avec l'auteur.

Deux sous de scène (15 h 30) Actualité de la chanson vivante par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique Latine

Dimanche 8 mars

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Folk à lier (12 heures) Présentation du festival « Les Irlandays », avec le directeur artistique Bruno Bossard.

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du théâtre.

L'heure Stratocaster (15 h 30) Du rock gros sons par des ados.

Désaxés (20 h 30) Actualité du ciné en zone libre.

Lundi 9 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

Terre et Liberté (16 heures) Luttes des peuples sans État. Invitée: Alexandra, indienne zapotèque.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Le Syndicat Interprofessionnel de la Presse et des Médias (SIPM-CNT).

Ça urge au bout de la scène (21 heures). Actualités du théâtre.

Mardi 10 mars

Le Parisien libertaire (8 heures) L'actualité parisienne et l'agenda militant.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Actualité anti-vidéosurveillance.

Pas de quartiers. (18 heures) reçoit Laurent Ott, auteur de *Être parent, c'est pas un métier!*, pour la deuxième partie de ses entretiens. Bidouillez vos écouteurs!

Paroles d'associations (19 h 30) Mathieu Bellahsen (interne en psychiatrie), Pierre Sadoul (psychiatre) et un infirmier-psy parleront de la « Nuit sécuritaire », et de La semaine nationale sur la santé mentale du 16 au 21 mars.

Radio Libertaria (20 h 30) Emission de la CNT / AIT Actualités militantes.

Mercredi 11 mars

Blues en liberté (10 h 30) Les disques « Bluesville ».

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Actualités Littérature & Cinéma

Jeudi 12 mars

Si vis pacem (18 heures) Antimilitarisme: Pour entrer en résistance contre les profiteurs de guerre.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Actualités gay et lesbienne.

Vendredi 13 mars

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge. Textes lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

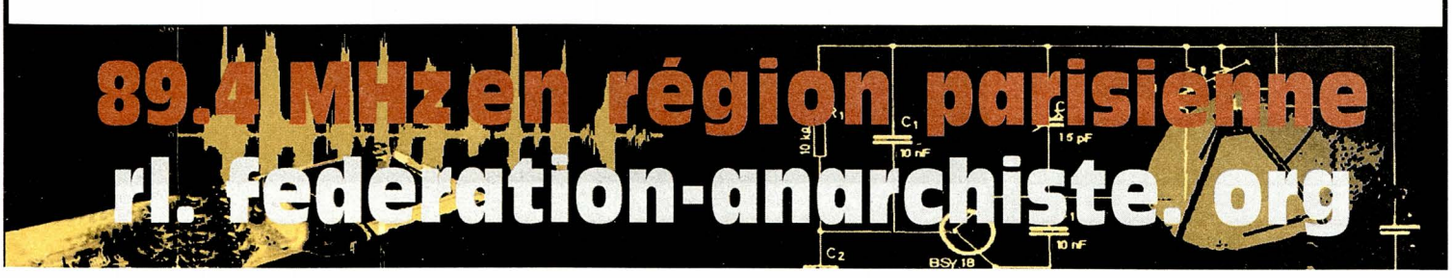
L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'antenne du social (19 heures) Actualités des travailleurs sociaux.

La grenouille noire (21 heures) Écologie libertaire.



Jeudi 5 mars

Rennes (35)

20h30. Anarchisme et organisation - le fédéralisme libertaire. Réunion publique au local La Commune, 17, rue de Châteaudun organisée par la Fédération anarchiste, union départementale 35. Contact : tél. 02 99 67 92 87, contact@farennes.org, www.farennes.org.

Vendredi 6 mars

Ivry-sur-Seine (94)

19h30. À l'invitation du groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste, discussion sur le thème: Grève générale en Guadeloupe! Au squatt « Sans plomb », 38, rue Gabriel-Péri, M° Mairie-d'Ivry. Entrée libre, bar.

Samedi 7 mars

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire: « Les pratiques libertaires dans la société », organisé par le groupe Lairial. Table de presse de Matérial. Epicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Bordeaux (33)

14 heures. Débat sur Camus et les libertaires avec Lou Marin. Org. Cercle Barrué de la Fédération anarchiste et Librairie Machine à Lire) Machine à lire - quartier Saint Pierre. 17 heures: Apéro rencontre avec Lou Marin. Athénée libertaire, 7 rue du Muguet.

Paris XIe

16h30. Pierre Kropotkine *Dans les prisons russes et françaises*. Forum avec Philippe Paraire à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

Mardi 10 mars

Metz (57)

20 heures: Débat – *Le Monde libertaire*, journal de l'anarchisme et outil de formation pour le mouvement ouvrier, précédé du Film « Maurice Joyeux. Foi d'anar ». Caveau du café Jehanne d'Arc, place Jeanne d'Arc.

Vendredi 13 mars

Ivry (94)

20h30. « Mémoires en rouge et noir – Espagne 1936-1939 ». Christiane Courvoisier, accompagnée par Michel Glasko à l'accordéon. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 0146726468.

Samedi 14 mars

Besançon (25)

18 heures Rencontre signature avec Bettina Egger autour de sa BD, « Contes à rebours », qui a pour toile de fond Besançon. À la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Bordeaux (33)

16h00. Débat sur le thème de l'influence de l'église et du cléricalisme sur le mouvement ouvrier et les organisations syndicales, avec Marc Prevôtel. Athenee libertaire - 7 rue du MLuguet.

Paris (XVIIIe)

Samedi 14 mars à 15h30: « Les femmes au cœur de la mondialisation ». Présentation du livre de Jules Falquet (sociologue et militant) *De gré ou de force, Les Femmes dans la mondialisation* (La dispute, 2008). à la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. (métro Blanche ou Abbesses). Tél.: 0142233218. Bibliotheque-La Rue. over-blog. com

Paris XIe

16h30. *Les Briseurs de formules*. Forum avec Caroline Granier autour des écrivains anarchistes au XIXe siècle, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Christian Jacquiau, auteur de *Les coulisses de la grande distribution* (Albin Michel, 2000), et de *Les coulisses du commerce équitable* (1001 nuits, 2008). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 21 mars

Paris XIe

16h30. 1998-2008: *Une décennie de luttes sociales*. Forum avec l'auteur Patrick Schindler à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

Mardi 24 mars

Rennes (35)

20 heures Pour sortir de la crise sortons du capitalisme et de l'État Réunion publique. Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de bourgogne, Metro Villejean, Université ou Kennedy. Tél. 0299679287, contact@farennes.org

Jeudi 26 mars

Dijon (21)

20h30: Conférence débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire (auteur de *La Révolution libertaire*)

Vendredi 27 mars

Besançon (25)

20h30: Conférence débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire (auteur de *La Révolution libertaire*) et des militants du gr. Proudhon de la Fédération anarchiste. Librairie associative L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XVIIIe

19 h 30 Débat sur la « Gestion directe » avec René Berthier et Thierry Porré, organisé par le groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche et Abbesses.

Radio
Libertaire
89.4

SAMEDI
21 MARS
21 h // 4 h

nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nuit la nu

LA NUIT DES MOTS

mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des mots des

la liberté d'écrire,
la liberté de dire

envoyez-nous vos textes et vos mix libres à lanuitdesmots@voila.fr
cette nuit-là, nous donnerons des ondes à vos mots et vos sons

Emission lors du festival L'art & l'humain
Festival culturel & artistique de Radio Libertaire
21 & 22 mars 2009 - LA CLEF 5 rue de la Clef - Paris 5
89.4 MHz la voix de la fédération anarchiste web http://federation-anarchiste.org/rl/